

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

LE CARNET DU SAUVAGE

par P. Monatte

L'Amérique devant le stalinisme

par A. Rosmer

LA SITUATION FINANCIÈRE

par R. Louzon

VINGT ANS APRÈS

VENDANGES BEAUJOLAISES

par A.-V. JACQUET

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 450 fr.
Un an 700 fr.

EXTÉRIEUR

Six mois 480 fr.
Un an 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)

Téléphone : CENTRAL 12-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 714-93 Paris

Sommaire du N° 60 - Avril 1952

Quand jugera-t-on les assassins de Daltiel ?
L'Amérique devant le stalinisme
En plein stalinisme-fascisme ! En pleine pro-
vocation ! En pleine stupidité !
A propos de « La tête des autres »
Vingt ans après : Vendanges stalinistes
Vingt ans de syndicalisme universitaire

J. STERNEL
A. ROHMES

R. L.
Georges MAUPLOUX
A.-V. JACQUET
R. HAUGAER

Le Carnet du Sauvage

Par sénateurs pour un an ! — A propos de
la Tougalavie — Le bouquin de Cail-
net : La Condition ouvrière (1900-1950)

P. MONATTE

A travers le monde

Vietnam : La seule voie
Anglais : Cinq mois de gouvernement
conservateur

HO

A. R.

Parmi nos lettres

Les nations arabes

GALLIENNE

Notes d'économie et de politique

La situation financière

R. LOUZON

La renaissance du syndicalisme

Les tâches du Cercle Pétionier. — Le
scandale Villiers-Bodes : Questions de
propriété, questions de principe (Le Cer-
cle Pétionier). — Propriété d'abord (C.
Balestron). — A propos d'un cartai au-
tomobile (P. Denis). — Les postiers ont
voté (R. Mollier). — Une défaite sta-
linienne aux élections du S.N.I. — Les
impôts de Nelson (Dubois).

Petites notes

Livres et revues

Une mise au point à propos de « Tour-
nant obscur » de V. Bergé

J. MAITRON

Faits et documents

Le 12 février au Gai et à l'Electricité. —
Bulletin de Zimmerwald.

Entre nous

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme
révolutionnaire en faisant prédominer dans les syn-
dicates l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de
sorte qu'en parti, afin de réaliser le maximum d'ac-
tion contre le patronat et contre l'État ; d'unir les
milliards de bonne volonté à quelque organisation
qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndi-
cat est le groupement essentiel de la classe ouvrière
et son meilleur outil pour la revendication et pour
la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à
l'égard du patronat et du gouvernement comme à
l'égard des partis. La charte d'Amiens nait en 1902
comme en 1901. La théorie de la direction unique
du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle diri-
geant du parti, conduit la C.G.T. à s'être qu'un
instrument entre les mains du parti stalinien et
par là de l'État policier totalitaire russe. La politi-
que de la présence sans mandat ni mandat réel
de la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gou-
vernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujour-
d'hui se rejette le jour où les travailleurs auront re-
pris en main leurs organisations, sans qu'elle im-
plique une maison confédérale habitable pour tous
les syndicats, la démocratie syndicale étant respec-
tée du haut en bas de la Confédération, les fonction-
naires syndicaux ne se considérant pas comme une
bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les
syndicats comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale
en procédant à l'examen des problèmes pratiques
et théoriques posés devant le mouvement ouvrier,
en préconisant la formation de Cercles d'études syn-
dicalistes ; en démontrant, dans la pratique jour-
nalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente der-
nières années devrait avoir appris à tous que l'ex-
propriation des expropriés ne suffit pas à as-
surer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut
poursuivre en même temps selon la formule de Pé-
tionier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative
et technique nécessaire pour rendre viable une
société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jus-
que dans les diverses Confédérations et les diverses
Internationales syndicales. Le plan des travailleurs
n'est ni derrière l'impérialisme américain ni der-
rière l'impérialisme russe. Elle est derrière une in-
ternationale syndicale ne confondant pas plus son
rôle avec celui du Komintern qu'avec celui du Bu-
reau international du Travail ou de l'Organisation
des Nations Unies. Une internationale qui appelle
avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires
de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le frac-
cas de la troisième guerre mondiale pour renouer
le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné
à une institution gouvernementale est un effort fait
au syndicalisme et à l'internationalisme prolé-
taire ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme
ne peut s'élever avec puissance que sur les triples
fondations de l'indépendance, de la lutte de clas-
ses et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit
de trahir le jour, où il a grandi, les espérances qu'il
avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu
le monde socialiste à forger avec le bagne policier
de soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vi-
vant le précepte de la Première Internationale :
l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que
des travailleurs eux-mêmes.

Le Carnet du Sauvage

PAS SENATEURS POUR UN SOU !

Un camarade de province nous a qualifiés de sénateurs pour n'avoir pas participé à la II^e conférence nationale des 1^{er} et 2^e mars, organisée par le journal l'Unité. Ah ! fichtre non, nous ne sommes pas des sénateurs. Nous nous refusons simplement à jouer les badauds et à entrer dans quelque baraque que ce soit sur la foi d'une pancarte.

Déjà certaine polémique de l'an dernier, précisément à propos de la I^{ère} conférence de l'Unité aurait peut-être suffi à nous faire rester sur la réserve. Walu avait rendu compte de cette première conférence avec objectivité et même timidité. Joyeux lui avait répondu par des injures. Nous nous étions contentés de répliquer : « Injures inutiles. »

Nous disions alors (R.P. de juin 51) que deux conceptions de l'unité se chevauchaient et qu'il faut choisir entre elles au départ si l'on veut faire du travail utile.

« Nous sommes d'autant que Joyeux, Lambert et Dellac — et probablement même un peu plus — attachés à l'idée d'unité syndicale complète et réelle. Mais nous savons que présentement elle est irréalisable. Une maison syndicale n'est pas habitable avec les staliniciens. C'est un fait. Il ne peut s'agir présentement que d'une unité syndicale partielle, celle de tous les éléments syndicaux qui se prétendent et se veulent libres. Cette unité partielle est-elle possible ? Tout est là. Si elle se réalisait, elle permettrait à la classe ouvrière de se ressaisir. Elle serait quelque chose d'important. Est-ce là le but de la conférence de l'Unité ? Si c'est oui, ça va. Si c'est non, il faut le dire. Pas besoin d'injures pour cela. »

Nous ajoutions encore :

« Quant à la question des ressources nécessaires pour soutenir un tel mouvement, sa presse et sa propagande, il ne faut pas davantage de confusion. Joyeux n'ignore pas plus que nous ce qui se dit couramment. Le mouvement pour l'unité syndicale ne doit pas plus aller quêmander ses ressources à l'ambassade titiste qu'à l'ambassade stalinienne ou qu'à l'ambassade américaine. C'est à ses partisans qu'elle doit les demander. »

Ce que nous disions alors, évidemment nous le pensons encore aujourd'hui. Cela nous paraît toujours juste. Mais nous avions une raison supplémentaire de nous abstenir. Il nous paraissait que cette deuxième conférence aurait pour objectif principal de régler un divorce entre titistes et trotskistes, ou le syndicalisme n'avait pas grand-chose à voir. C'est, exactement ce qui s'est produit. Notre étonnement est grand de constater que certains camarades comme Hébert ou Duperray ne l'aient pas vu avant, pendant, et peut-être même encore maintenant. Ces choses-là doivent pourtant se voir aussi bien de province que de Paris.

Lorsque Dellac fut désigné comme secrétaire de la C.G.T., ce ne fut pas en raison de son action de militant au sein de la Fédération des cheminots, mais pour son appartenance au parti socialiste unitaire, petit conat attaché aux flancs du parti stalinien. Il fut démissionné du secrétariat confédéral et exclu de la C.G.T. pour être allié en délégation chez Tito avec Michel Morin et quelques-uns de leurs camarades du parti socialiste unitaire. Au retour, l'Unité fut fondée. C'était le temps de

l'idylle titiste et trotskiste. Cette idylle s'est terminée. Par la faute de qui ? Cela importe peu.

Ce qui importe davantage, c'est que Lambert et les trotskistes, ou soi-disant trotskistes, n'ont pas plus sur le syndicalisme aujourd'hui qu'hier d'idées qui concordent avec les nôtres. Ils sont adversaires de l'indépendance du syndicalisme et partisans de la défense inconditionnelle de la Russie stalinienne. Ils l'étaient en 1946 quand nous discutâmes avec eux en vue de créer un comité de coordination de la minorité. C'est sur ces deux points, essentiels à nos yeux, que la rupture se produisit entre eux et nous. Depuis ils n'ont pas changé, sinon en pire. Quand on place le parti d'abord, le parti au-dessus de tout, il ne peut être question d'indépendance du syndicalisme. On parlera d'unité et de démocratie, non d'indépendance syndicale, et tout est se fichant royalement de l'unité et de la démocratie.

En 1946, donc il y a six ans, on se refusait à mettre sur le même plan l'impérialisme américain et l'impérialisme russe. Aujourd'hui, ostensiblement, on se prononce pour l'impérialisme stalinien. La IV^e internationale vient de demander à ses partis ou à ses partisans de réintégrer le parti stalinien de leur pays. C'est ce que l'on appelle « l'entrisme ». Une discussion se poursuit parmi les trotskistes. Un certain nombre se refusent à entrer. Mais ceux-là mêmes sont amenés à renforcer l'accent sur leur attachement à l'Union soviétique sans soviets. Si bien qu'on n'a le choix qu'entre des staliniciens trotskistes et des trotskistes staliniciens.

Lambert et les trotskistes paraissent l'avoir emporté sur Michel Morin et les titistes. Ils ont pris comme tête de turc Lafond, le secrétaire de F.O. qui avait rejoint l'Unité, épaulant Michel Morin et Dellac. Il y a lieu de penser que Lafond avait des raisons toutes différentes de s'engager dans un mouvement portant une telle enseigne. Il est bien placé par ses fonctions pour se rendre compte de la nécessité de rassembler tout ce qui peut être rassemblé pour tenir tête aux staliniciens. Il est trop perspicace pour ne pas voir depuis longtemps que F.O. a raté le bon départ. Malheureusement, il le montre un peu tard. Dès le début, il aurait dû et pu faire plus. Et aujourd'hui, la première tâche pour lui aurait peut-être consisté à rassembler au sein de F.O. tous les militants qui sentent le danger couru par le mouvement. C'est après qu'il aurait pu se tourner avec profit du côté des éléments extérieurs à F.O.

Nous disions l'an dernier que deux conceptions se chevauchaient et qu'il fallait choisir.

Cette année nous constatons qu'une confusion supplémentaire a été créée par les trotskistes staliniciens au cours de cette deuxième conférence. On ne s'est pas contenté de la confusion entre deux conceptions de l'unité syndicale, celle comportant l'unité avec les staliniciens et celle visant à rassembler tous les syndicats qui se disent libres. On a confondu l'unité syndicale, c'est-à-dire l'unité entre syndicats, et le rassemblement des militants qui se réclament du syndicalisme révolutionnaire à quelque organisation qu'ils appartiennent. Dans un cas l'unité syndicale, dans l'autre un groupement de tendance. C'est à la faveur de cette dernière confusion que Lambert, Joyeux et Cie l'ont emporté.

Entre nous, l'unité syndicale ni le syndicalisme révolutionnaire ne s'en porteront plus mal — ni mieux — ; mais cela apprendra peut-être à quelques

camarades qu'il faut regarder où l'on met ses pieds ; et qu'il n'est pas juste de nous qualifier de sénateurs. Nous ne le sommes pas pour un sou. Nous ne demandons pas mieux que de travailler avec les autres, mais à condition de ne pas servir d'instruments. Qu'on se fixe un but commun et qu'on y marche, très bien. Mais partir dans la confusion, recevoir des crocs en jambe, travailler pour le roi de Prusse, M. Villiers ou l'ancien Joe, rien à faire.

A PROPOS DE LA YUGOSLAVIE

Les choses ne sont jamais simples. On a vite fait de transformer les questions de tactique en questions de principe. Surtout quand on est écorché ou qu'on veut chercher des poux à quelqu'un. C'est ce qui nous arrive à propos de la Yougoslavie.

Alors quoi, nous a dit **Contactz**, à la suite de la conférence de Rosmer, vous acceptez un régime qui repose sur la contrainte et qui ne tolère pas le droit à l'expression de l'opposition, qui est pour le parti unique avec tout ce que cela comporte, et qui ne conçoit le syndicalisme que sous la forme d'un appareil permanent de l'Etat avec tout ce que cela comporte aussi.

Matthew Woll, de l'American Federation of Labor, a proclamé que les syndicats yougoslaves n'avaient pas leur place à la C.I.S.L. et les a mis dans le même panier que les syndicats des pays totalitaires, russes, espagnols ou argentins. Il a cherché querelle particulièrement à Moeri, secrétaire de la C.G.T. russe, pour avoir assisté au dernier congrès des syndicats yougoslaves.

Enfin Rosmer aurait commis un crime en écrivant que dans un pays où le régime capitaliste a disparu, les syndicats se trouvent dans une situation nouvelle, n'ont plus les mêmes tâches que dans les pays capitalistes où la majeure partie de leur activité consiste en la défense des intérêts ouvriers contre les patrons. Le camarade Barton, partant de son expérience en Tchécoslovaquie, a levé les bras en l'air. Duperray dans l'*Ecole Emancipée* a bondi et Loutzon a parlé de syndicats jaunes. Un peu de calme, mes amis. Donnons-nous la peine de voir la situation telle qu'elle est.

Quand la Yougoslavie s'est affranchie de l'oppression stalinienne, nous avons tous vu là un événement important, peut-être capital ; notre poitrine s'est élevée de joie et d'espoir.

Que Tito et ses camarades l'aient fait en vertu d'un sentiment national blessé et pour défendre leur pays contre le pillage par l'agresseur militaire stalinien, c'est probable, sinon certain. Qu'ils soient restés des staliniens sans Staline, c'est très probable aussi. Ils avaient copié leur régime sur le régime stalinien. Ils étaient imprégnés de l'idéologie stalinienne. Mais du fait de leur rupture nette, ils sont obligés aujourd'hui de tout remettre en cause, de revoir leur pensée, de modifier profondément leurs méthodes, qu'ils le veulent ou non.

Mais ils ont en même temps à sauvegarder un pouvoir qu'ils regardent comme communiste et à sauver leur pays réduit à un niveau de vie très bas et menacé de tous les périls. Que peuvent-ils et que doivent-ils faire ? Que pouvons-nous attendre d'eux ? Que pouvons-nous leur demander ? Etant admis que la Yougoslavie n'a pas échappé à la mainmise stalinienne pour passer sous la mainmise bourgeoise. Et que pouvons-nous faire pour les aider ?

Croyez-vous, camarades de **Contactz**, qu'un retour brusque et complet soit possible ? Surtout en raison du blocus et des menaces qui entourent ce pays. Il lui faut se défendre. Que le titisme estime avoir besoin momentanément de garder au parti unique son corset de fer, cela peut s'expli-

quer. Ce qui se comprendrait moins, c'est que le corset des syndicats ne soit pas desserré. C'est dans la mesure où ce sera fait que la Yougoslavie se dirigera vers un régime nouveau, un régime communiste non stalinien.

Nous l'y aiderons en lui disant, — que cela lui plaise ou ne lui plaise pas, — ce qui nous heurte dans son comportement. Déjà le Cercle Zimmerwald ou des camarades du Cercle ont appuyé les protestations faites par le **Libertaire** relativement au sort des anarchistes emprisonnés ; ensemble avec Marceau Pivert ils ont soulevé le cas des socialistes emprisonnés ou diffamés en vertu de la vieille phraséologie stalinienne ; ils ont pris en main la cause de camarades connus anciennement d'eux et dont ils demandent la libération quoiqu'ils soient taxés à tort ou à raison de kominformistes. Ce sont là de menus efforts. Ils ne sont pas vains. Ils le seraient moins encore s'ils étaient plus nombreux, donc plus pressants.

Moeri a répondu de bonne encre dans les **Droits du Travail** de mars à Matthew Woll. Il est trop facile de trancher systématiquement et de loin. Il n'est pas très chic non plus de taper sur la tête d'un mouvement qui fait des efforts désespérés pour sortir d'une situation difficile. Il est injuste de comparer les syndicats yougoslaves aux syndicats de Franco et de Perón. Et plus grave encore de les mettre sur le même pied que les syndicats russes, juste au moment où ils font le gros effort de pensée et de travail pour ne plus les copier. Les syndicats yougoslaves ont besoin de contacts avec les autres syndicats libres. Il n'y a pas de raison décisive pour leur fermer la porte de la Confédération Internationale des Syndicats Libres. On ne peut que se réjouir de voir les rapports qui se sont établis entre syndicats yougoslaves et syndicats allemands. L'expérience de la cagession est particulièrement importante pour les syndicats yougoslaves ; dans des conditions différentes c'est le même problème. Au fond qui se pose à eux présentement. Au lieu de la cagession à trois comme en Allemagne, syndicats ouvriers, patrons et Etat, c'est la cagession à deux, syndicats ouvriers et Etat. Que Matthew Woll s'imprègne un peu moins de la lettre des résolutions et davantage de leur esprit.

J'avouerai à Barton, Duperray et Loutzon que j'ai beau me frotter les yeux, je ne vois pas ce qui les a émus dans les paroles de Rosmer. Dites donc, Barton, si vous appreniez demain matin qu'à l'exemple de la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie s'est enfin libérée de l'oppression stalinienne, si vous partiez demain reprendre votre place dans les syndicats tchécoslovaques, croyez-vous vraiment que vous vous trouveriez devant les mêmes problèmes que sont les nôtres dans les pays capitalistes ? Vous vous trouveriez devant les mêmes problèmes qu'en Yougoslavie. Problèmes nouveaux et compliqués auxquels nous sommes mal préparés, auxquels nous ne nous préparons pas. On ne passe pas d'un sort du régime capitaliste au régime socialiste. Autant d'étapes, autant de problèmes différents. Mais le rôle des syndicats doit viser toujours le même but, la défense des intérêts ouvriers, sous quelque forme que ce soit, du dehors comme chez nous, du dedans comme dans les pays qui disent marcher au socialisme. Rosmer n'a pas dit autre chose. En quoi des syndicats luttant de l'intérieur, n'acceptant pas d'être les serviteurs de l'Etat mais les organes d'expression des travailleurs, mériteraient-ils le titre de syndicats jaunes ? Il est un peu surprenant que les mêmes gens qui parlent de tout reviser, de tout modifier en vertu des transformations survenues dans le monde et qui pour un peu nous demanderaient de marcher les pieds au plafond sont scandalisés parce que l'un d'entre nous dit banalement qu'une

situation changeant une méthode syndicale change forcément.

Je ne suis pas plus titiste que stalinien, puisque je reste indécrottablement syndicaliste, d'un syndicalisme, il est vrai, qui se croit le véritable socialisme et le continuateur de la 1ère internationale. J'ai copié d'expérience qu'il faut retourner les problèmes un à un, sans trop d'impatience, qu'il ne faut pas demander aux hommes et aux mouvements plus qu'ils ne peuvent donner. Quant à la Yougoslavie, je reprends volontiers la conclusion de Samson, l'an dernier, dans sa relation de voyage dans une brigade de travail : « Il y a de l'espoir ». Ne soufflons pas sur cet espoir pour l'éteindre, mais pour le stimuler.

LE BOUQUIN DE COLLINET :

LA CONDITION OUVRIÈRE (1900-1950)

Chacun lit un livre avec des lunettes particulières. On a beau faire, les préoccupations qui vous traversent donnent un certain éclairage à ce qu'on lit. En lisant et même relisant le petit bouquin que Collinet vient de publier : *L'Ouvrier français, essai sur la condition ouvrière (1900-1950)*, je n'ai pu écarter les interrogations qui traitent et retournent dans ma tête : La classe ouvrière est-elle capable de concevoir son rôle, de l'exprimer nettement et d'avoir la volonté de prendre en main la direction du monde ? Comment le syndicalisme a-t-il pu perdre sa force d'attraction ? A quoi tient le succès de l'écroquerie intellectuelle et morale que représente le stalinisme ? Comment se fait-il qu'on tarde tant dans ce pays à lui opposer une force solide, une organisation ouvrière capable de lui tenir tête, capable aussi de faire face aux événements ?

Une lettre d'un jeune camarade, géomètre sur un chantier de l'Est, a fini de me brouiller la lecture du livre de Collinet. En serions-nous là en 1952 ?

« J'ai comme à peu près partout ailleurs, le syndicalisme meurt à petit feu, étriqué par les bureaucraties de toutes les chapelles. Les ouvriers sont écartés et tournent le dos à toute politique, même syndicaliste ; nous sommes en pleine purée de pois, tout s'effondre. Seul tient bon celui qui a un ferme esprit de classe, une conscience droite, un jugement sain, une foi sans bornes dans la classe ouvrière ; tout ce que nous voyons quotidiennement nous prédispose au fatalisme et à la lâcheté.

« Une drôle d'époque ! Des ouvriers à qui l'on retire tout, qui sont abandonnés par tous, qui n'ont d'autre plaisir que d'aller, le samedi soir, s'attabler au comptoir de l'auberge et rouler leurs morts sous la table. Car l'alcoolisme fait des progrès effrayants dans nos chantiers, et surtout chez les jeunes. On voit d'ailleurs les distractions : le cinéma, les bals, le claqué ? quelquefois aussi le sport. Une envie rive de brute où n'entre aucun espoir et aussi malheureusement aucune volonté d'en sortir. Les journaux politiques et syndicaux sont délaissés, on ne va à aucun meeting, on lâche tout. L'esprit même de la grève est attaqué par l'ouvrier qui regrette d'avoir ruiné les mats d'ordre de la C.G.T., d'avoir perdu des journées de travail alors qu'il est si fatigué, d'après lui, de faire onze ou douze heures pour assurer une bonne paie. Qui défendrait aujourd'hui les quarante heures, ou même la journée de huit heures ? Ici on travaille onze et douze heures de moyenne, on travaille à la tâche, même le dimanche matin, on fait du « rendement » et le reste ne compte plus. Plus que jamais le mot de Pétoulier est dramatiquement juste : « Ce qui manque à l'ouvrier, c'est la connaissance de son malheur ! ».

« L'ouvrier 1952 du demi-siècle travaille dur, et si

son salaire ne suffit pas, il prend sa revanche en donnant à la bourgeoisie le plus de gaspés possible : on le paye pour ça. »

En sommes-nous là ? Notre camarade voit juste mais il voit noir ; il généralise trop vite des faits exacts mais isolés. En tout cas son témoignage exige attention.

Même si nous ne sommes pas descendus aussi bas, il est nécessaire de rechercher les causes de ce glissement et de ce relâchement, de faire le point exact et de demander un coup de reins à ceux qui ne désespèrent pas.

Collinet explique le syndicalisme de 1900 comme un mouvement d'ouvriers qualifiés. Depuis, l'industrie s'est développée et le tandem professionnel-manœuvre aurait cédé la place au tandem technicien-ouvrier spécialisé, l'O.S. étant victime du fait de son travail d'une véritable dépersonnalisation.

Il voit en outre une classe ouvrière s'en allant en morceaux, sans liens communs. Déjà en 1946, la population active comptait 60 % de salariés, englobant au sommet de la pyramide sociale une bourgeoisie salariée ; plus bas une importante classe moyenne comprenant cadres, techniciens, administrateurs, maîtrise, fonctionnaires ; enfin la classe ouvrière proprement dite formée par parties à peu près égales d'ouvriers qualifiés, d'O.S., de manœuvres. L'ouvrier spécialisé obéissant aux slogans staliniens comme il obéit à l'atelier aux consignes rigides du travail.

Au sein de la classe ouvrière l'ouvrier qualifié ne joue plus le même rôle qu'autrefois, il est relégué, particulièrement dans la mécanique que s'est particulièrement attaché à étudier Collinet, à des fonctions d'outillage ou de réparation, perdant le contact et peut-être aussi la sensibilité ouvrière.

Quant au salaire, il ne représente plus le travail réellement effectué par le salarié, mais par le mélange des allocations familiales et de la Sécurité sociale, la satisfaction des besoins des diverses catégories d'ouvriers, avec enfants ou sans enfants. L'Etat a réussi à se décharger sur le chef d'entreprise des charges d'assistance. Le chef d'entreprise s'est déchargé à son tour sur la classe ouvrière. La masse globale des salaires n'a pas varié, constate Collinet ; seule a varié la répartition au sein de la classe ouvrière, l'ouvrier sans enfant étant diminué pour que l'ouvrier à trois ou cinq enfants puisse les nourrir. D'où le perfectionnement de la méthode inaugurée par le patronat du textile, payant autrefois en aumônes une partie du salaire, faisant assurer aujourd'hui les charges des familles nombreuses par les ouvriers jeunes, généralement sans enfants. D'où cette répercussion du jeune ménage, frappé dans son salaire et ne pouvant, au moment de son installation dans la vie, en assurer les frais et devant camper à l'hôtel.

D'où aussi peut-être une division latente au sein de la classe ouvrière, d'où une diminution du salaire direct, d'où la banlieue ouvrière, « insulte permanente à l'homme et à la nature », d'où ces variations surprenantes dans la consommation de la viande et du vin à Paris, par exemple : Tandis que la consommation de la viande de boucherie, par tête et par an, était de 70 kilos en 1885, une enquête de l'hiver 48-49 constatait que l'ouvrier parisien consommait en moyenne 26 kilos 500 et l'employé 28 kilos seulement dans l'année ; en ajoutant le poisson inexistant il y a cent ans, la charcuterie et la volaille on obtient une consommation totale par habitant à Paris qui n'excède pas 55 kilos (pour un ouvrier environ 45 kilos). Même constatation pour le vin ; un ménage d'ouvrier parisien qui consommait en moyenne 160 litres par an, il y a un siècle, n'en consomme pas plus de 75 litres. Le niveau

de vie, contrairement à ce que l'on pense généralement, ne se serait donc pas relevé.

Collinet brosse surtout dans ce livre un tableau dont il dégagera vraisemblablement les leçons dans un prochain ouvrage, *l'Esprit du Syndicalisme*. Dans la conclusion de celui que nous avons sous les yeux il résume exactement le grand fait du moment : « Le système brutal qui, au siècle dernier, refusait la consommation aux travailleurs pour tailler au milieu de la vieille économie naturelle le nouveau domaine des capitaines d'industrie se renouvelle à peine atténué de nos jours par le mécanisme des investissements forcés provenant de l'Etat ou des entreprises. La génération actuelle supporte comme producteur et consommateur à la fois le poids d'une reconstruction et d'un équipement que les vieilles méthodes du crédit volontaire au temps des richesses accumulées répartissaient sur plusieurs générations. Travailleurs et consommateurs paient la rançon de vingt ans de stagnation économique et de cinq ans de destructions militaires. Telle est sans doute une explication de la nouvelle loi d'airain des salaires. »

J'avais grande envie de chicaner Collinet sur certaines illusions qu'il paraît avoir à l'égard d'une fraction importante du patronat qui prendrait conscience qu'un accroissement de la productivité est un besoin vital pour l'équilibre économique. Mais

quand on est en pleine purée de pois, pour reprendre l'image du jeune camarade, on frappe à toutes les portes. Surtout quand la classe ouvrière donne le spectacle de s'abandonner, on se tourne ailleurs pour dénouer une situation. Illusions tout cela et dont on sera forcé de revenir. C'est à rompre la classe ouvrière à sa tâche et à la conscience de son rôle, qu'il faut travailler. Il n'est pas possible que l'ouvrier français de 1952 soit plus bête que celui de 1900. Il a seulement perdu confiance en lui. C'est le résultat de deux guerres. Non seulement par la mort des plus hardis, donc des meilleurs, mais par le sentiment d'être le jouet des événements, d'être dans l'incapacité de les influencer, d'avoir pris sur eux. On croit tout perdu, on n'espère plus en l'émancipation générale qu'apporterait la révolution ; les meilleurs se disent : pensons à nous et aux nôtres, débrouillons-nous. Ils ne voient pas que nous sommes à une époque où les événements vont vite et, pourrait-on dire, foncez sur nous. Cette classe ouvrière qui a perdu la foi, momentanément, ne sera-t-elle pas appelée brusquement demain à faire la révolution sociale, attendue depuis cent ans, ratée ici, ratée là, une révolution à laquelle elle ne se sera pas préparée, et dont les meilleurs eux-mêmes auront douté ?

Pierre MONATTE.

Quand jugera-t-on les assassins de Dalat ?

On se rappelle cette monstrueuse tuerie. Il y aura bientôt un an qu'elle a eu lieu, un an dans un mois, le 11 mai prochain.

Pour venger la mort de l'un de leurs collègues tué chez lui par les Vietminh, un Eurasien, un triste individu d'ailleurs (prêteur à la petite semaine, abusant de ses fonctions pour exercer le droit de cuissage sur les femmes indigènes qu'il terrorisait), le soir de son assassinat, tous les agents de la sûreté française de Dalat, sous la conduite de leur chef, un certain Jumeau, se rendirent à la prison de la ville où, avec l'autorisation du maire et son assentiment, un Vietnamien, le docteur Quô, ils se firent livrer vingt prisonniers, des hommes et des femmes, et les emmenèrent en camion jusqu'au terrain d'aviation de Cam Ly où ils les massacrèrent un par un à coups de revolver et de mitraillettes. Une seule de leurs victimes, une femme qui, quoique grièvement blessée, avait réussi, profitant de l'obscurité de la nuit, à se cacher à l'écart derrière un buisson, fut retrouvée vivante le lendemain. Rappelons qu'aucun de ces malheureux n'était un condamné. Ils n'étaient même pas des prévenus, mais de simples suspects qu'on avait arrêtés, et on sait que, là-bas, en ce moment, on devient facilement un suspect surtout si on a la malchance d'être né Vietnamien. La plupart d'entre eux, s'ils avaient été envoyés à Saïgon pour y être déférés à la justice, très probablement auraient été relâchés après un bref interrogatoire.

Donc, on peut dire un massacre d'innocents. Il fut connu tout de suite dans le monde entier où il souleva l'indignation universelle. Tous les massacreurs furent arrêtés et mis en prison, y compris le docteur Quô qui aurait pu empêcher cette tuerie en lui refusant son autorisation. On annonça qu'ils allaient bientôt être jugés. Le procès devait venir en septembre et nous voici en avril, sans qu'on l'ait vu venir. Il ne viendra jamais, nous disent les Vietnamiens. En tout cas, pour l'instant, tous les coupables, sauf Jumeau qu'on cherche du reste à faire passer pour fou, ont été remis en liberté et certains ont déjà pu reprendre leurs fonctions.

Sans doute certains diront : Quoi ! vingt Vietnamiens ont été massacrés, qu'est-ce que c'est que cela ? Vous croyez que les Vietminh n'en font pas autant de leur côté, et pire sûrement ? Puis, est-ce qu'on n'a pas massacré cent mille fois plus en Espagne, en Russie, en Allemagne du temps des nazis, en Corée et en Chine ? D'accord, mais puisque nous sommes la France et que nous prétendons représenter la civilisation !

Autrefois, la Ligue des droits de l'homme se serait émue et aurait réclamé justice. Elle n'aurait même eu de cesse qu'elle ne l'eût obtenue. Un député socialiste serait monté à la tribune de la Chambre pour poser une question au ministre. Toute la presse de gauche aurait fait chorus. Mais avons-nous encore une Ligue des droits de l'homme, un parti socialiste, une presse de gauche ? Et les communistes ? Ils se frottent les mains. Voilà qui amène de l'eau à notre moulin, se disent-ils, et ils ont raison.

Quand jugera-t-on les assassins de Dalat ?

Jacques STERNEL.

Une classe qui a été l'opprimée de toutes les époques et de tous les règnes, la classe du travail, prétend apporter un élément de régénération...

Lorsqu'une classe a perdu la supériorité morale qui la fait prédominante, elle doit s'effacer si elle ne veut pas être cruelle, parce que la cruauté est la seule ressource des pouvoirs qui tombent.

VARLIN.

L'AMERIQUE devant le stalinisme

George Kennan a acquis soudain la notoriété par un article paru dans le numéro de juillet de « Foreign Affairs », revue trimestrielle publiée à New York et dont le titre indique la spécialisation. L'article était intitulé « Les sources de la conduite soviétique » : il était signé : Mr. X. Il révélait une connaissance si exceptionnelle des choses et des hommes de Russie qu'il provoqua, en Amérique et en Angleterre, de larges discussions et commentaires, et aussi la curiosité quant à son auteur. Il y avait alors si peu d'Américains instruits de la politique soviétique et capables d'en parler avec cette franchise qu'il lui fut facile de le repérer : cet « X » mystérieux était un haut fonctionnaire du State Department où il avait reçu mission de créer puis de diriger un service chargé d'élaborer et de coordonner la politique extérieure des Etats-Unis, envisagée dans son ensemble.

Cet article, complété par un plus récent paru dans la même revue (avril 1951), forme l'appendice d'un ouvrage qui vient de paraître à New York et à Londres sous le titre « American Diplomacy 1900-1950 ». Kennan explique comment il a été amené à étudier la diplomatie américaine du demi-siècle. Dans cette section importante qu'il dirigeait, ce qui l'avait le plus frappé c'avait été de constater, chez les dirigeants, un manque d'accord général, sur les conceptions fondamentales présidant aux relations extérieures des Etats-Unis. Dans le passé, les conséquences n'avaient pas été très graves parce que l'Amérique possédait une large marge de sécurité ; mais aujourd'hui, dans un époque où elle se trouve dans une situation toute nouvelle, ce manque d'accord constitue un extrême danger ; on ne voit que des vacillations où il faudrait détermination. L'Amérique, pour la première fois, sent sa sécurité menacée. Pourquoi ? Comment en est-on arrivé là ? C'est pour essayer de trouver la réponse à cette question que Kennan décida d'étudier la diplomatie américaine du demi-siècle. Le fruit de son travail d'exploration, il l'exposa dans six conférences qu'il fit à l'Université de Chicago, et ce sont ces conférences qui sont ici imprimées : guerre avec l'Espagne ; la « porte ouverte » en Chine ; l'Amérique et l'Orient ; les deux guerres mondiales et enfin la diplomatie dans le monde moderne. Sujets d'importance comme on le voit, et je tâcherai d'en parler ; mais l'appendice est, selon moi, tellement plus important que c'est par lui que je commencerai, et par l'article le plus ancien, celui de 1947.

A cette époque, les Américains étaient contraints de constater que l'après-guerre se développait tout autrement qu'ils ne l'avaient imaginé. L'Allemagne avait été battue et détruite autant qu'il était possible, mais l'Empire russe poussait ses tentacules vers l'Ouest et vers l'Est ; il se révélait un partenaire difficile. Roosevelt s'était-il donc trompé ? et, faudrait-il payer pour les conséquences de son erreur ? On était d'autant plus porté à le croire qu'on découvrait à la fois son ignorance des choses

russe et sa présomption. Cherchant à s'informer, il questionnait un jour Frances Perkins, son ministre du Travail : « Dites, Frances, vous les connaissez, vous, les Russes ? » L'article de Kennan venait à point ; il donnait une réponse à cette question angoissante, et il était rassurant car il apportait les éléments d'une politique qui permettrait de limiter les dégâts.

..

Ce qui donne tout son prix au travail de Kennan, c'est qu'il constitue une œuvre originale et personnelle. Kennan est, je suppose, un libéral, un homme qui sait lire et qui sait voir ; les dix années qu'il a passées dans des postes diplomatiques à Moscou et dans les Pays Baltes, sa connaissance de la langue faisaient de lui un homme particulièrement bien préparé pour traiter un sujet difficile. Rien chez lui des banalités, lieux communs, déclarations sentimentales fréquents dans ce genre d'écrits ; pas trace de polémique non plus mais un exposé qui se déroule avec la rigueur d'une démonstration de théorème, et, ça et là, d'heureuses formules.

Il définit d'abord le pouvoir soviétique comme le produit à la fois d'une idéologie et des circonstances dans lesquelles il s'est développé, de situations changeantes. C'est, dit-il, la connaissance de l'interaction de ces deux forces qui permet de comprendre la politique russe. L'idéologie, c'est le marxisme interprété et appliqué par les bolchéviques, mais il faut se rappeler les paroles de Gibbon, historien d'un autre empire : « De l'enthousiasme à l'imposture, le pas est périlleux et glissant. » La conscience peut sombrer dans un état intermédiaire entre l'illusion et la fraude délibérée.

Les premières années du régime sont honnêtement analysées, et aussi la NEP, qui ramène, dans certaines limites, le capitalisme, de sorte qu'il existe désormais, dans la société soviétique, des facteurs antagonistes. Si Lénine avait vécu, peut-être aurait-il été capable de concilier ces forces contraires, encore qu'on en puisse douter ; mais ce qui n'est pas douteux, ce qui est tout à fait sûr, c'est que Staline et ceux qu'il conduisait dans la lutte pour la succession de Lénine n'étaient pas hommes à tolérer des éléments politiques adverses ; leur sentiment d'insécurité était trop fort : seul le Parti a le droit de s'organiser, et, dans le parti, la direction. Elle seule sait ce qui est bon pour la société. Mais le procès de la consolidation politique n'a jamais été achevé ; et les hommes de Kramlin restent toujours dominés par la lutte pour le pouvoir et pour rendre ce pouvoir absolu en Russie et au dehors.

Cependant quand ils affirment que les derniers vestiges du capitalisme ont disparu, que le socialisme est déjà réalisé, le maintien de la dictature exige une explication. Ils invoquent alors l'encerclement capitaliste, insistent avec force sur l'antagonisme entre les deux mondes : capitaliste et socialiste. Mais « il est amplement prouvé que l'accent mis par Moscou sur les

menaces confrontant la société soviétique de la part de puissances étrangères n'est pas fondée sur la réalité de cet antagonisme mais sur la nécessité de justifier le maintien de la dictature en Russie... La sécurité du pouvoir soviétique repose sur la discipline de fer du parti, sur la brutalité et l'ubiquité de la police secrète et sur le monopole économique absolu de l'Etat ».

Mais que reste-t-il de l'idéologie ? Ce postulat : antagonisme inné entre capitalisme et socialisme, qui a des conséquences directes dans la conduite des Russes comme membres d'une société internationale : les autres gouvernements sont tous et toujours des ennemis. Si le gouvernement soviétique appose, occasionnellement sa signature au bas de documents qui indiquent le contraire, il faut considérer cet acte comme une manœuvre permise puisqu'on traite avec l'ennemi. D'où : secret, manque de franchise, duplicité, inimitié fondamentale. Quand ils se décident pour la manière douce, on s'écrie aussitôt : « Les Russes ont changé ». Mais nous ne devons pas nous laisser duper par leurs manœuvres tactiques. « Pendant longtemps encore nous sommes donc condamnés à trouver qu'il est difficile de négocier avec les Russes, car ils pensent pouvoir prendre leur temps, pour préparer le coup de grâce final. Ce qu'il faut avant tout, c'est que la « patrie socialiste » soit chérie et défendue par tous les communistes, ceux de Russie et ceux de l'étranger. »

Ces considérations nous amènent au second des concepts soviétiques fondamentaux : l'infaillibilité du Kremlin ; la direction a toujours raison et elle avait toujours raison. Infaillibilité et discipline de fer ; mais leur effet ne peut être compris si on ne tient compte d'un troisième facteur : la direction a pleine liberté pour formuler, dans un but tactique, toute thèse qu'elle juge utile à un moment donné et d'en exiger l'acceptation sans réserve par tous les membres du mouvement. La vérité n'est pas une constante, elle est créée et recréée par les leaders soviétiques pour tous leurs buts et desseins. Elle peut varier de semaine à semaine, mais quand la ligne a été établie, la machine gouvernementale soviétique tout entière, y compris la diplomatie, doit suivre invariablement la voie prescrite.

La politique stalinienne étant désormais connue dans sa réalité et ses sources, Kennan en arrive à préciser la politique qu'il préconise : « Dans ces circonstances, il est clair que l'élément essentiel de toute politique américaine à l'égard de la Russie doit viser à contenir les tendances expansionnistes de la Russie par une vigilance patiente, ferme et qu'il faut prévoir de longue durée. » Mais elle devrait être soucieuse d'éviter les menaces, les gestes spectaculaires, conserver calme et sang-froid, même faire en sorte qu'un acquiescement de la Russie ne nuise pas à son prestige. « La pression soviétique sur les libres institutions du monde occidental peut être contenue par l'application adroite et vigilante d'une contre-force sur un ensemble de points, politiques et géographiques, constamment changeants, correspondant aux mouvements et manœuvres de la politique soviétique, mais qui ne peuvent être ignorés ou dédaignés. » Les Russes tablent sur un duel indéfini et ils sont encouragés par les succès qu'ils ont déjà remportés. Leur thèse implique non seulement un complet manque de contrôle de l'Occident sur son propre destin économique mais encore l'unité, la discipline et la patience de la

Russie pour une durée indéfinie. « Ramenons cette vision apocalyptique sur la terre, et supposons que le monde occidental soit capable de contenir le pouvoir soviétique pendant une période de dix ou quinze ans. Qu'est-ce que cela signifiera pour la Russie elle-même ? »

Le maintien de la sécurité politique à l'intérieur, et l'édification d'une industrie lourde exigent un terrible coût en vies humaines, et en énergies et espérances humaines. Ils nécessitent le recours au travail forcé sur une échelle sans analogue dans les temps modernes, en période de paix. La guerre a entraîné d'immenses destructions. « En conséquence, nous avons aujourd'hui en Russie une population physiquement et spirituellement fatiguée. La masse du peuple est désillusionnée, sceptique, n'est plus aussi accessible à l'aspect d'attraction magique que le pouvoir soviétique exerce encore sur ses fidèles du dehors. L'avidité avec laquelle le peuple russe profita du court répit accordé à l'Eglise, pour des raisons tactiques durant la guerre, était un éloquent témoignage du fait que cette capacité de foi et de dévotion ne trouve qu'une faible expression dans les desseins du régime. » Il y a des limites à la résistance physique et nerveuse, et les camps usent les hommes. Seule la jeune génération pourrait aider. Elle est nombreuse et vigoureuse, et les Russes sont doués. Mais quels effets durables auront eus sur ces jeunes, quand ils arriveront à l'âge d'hommes, les tensions émotives anormales créées par la dictature et que la guerre a considérablement amplifiées ? Le développement économique a été très irrégulier et précaire ; tout a été sacrifié à l'industrie lourde. (Staline a dit avant Goering : plutôt des canons que du beurre). La construction, faite en hâte, est de pauvre qualité. Conclusion : la Russie reste, économiquement, vulnérable.

Une grande incertitude domine la vie politique ; le parti communiste d'aujourd'hui est très différent de celui qui existait en 1939 : les morts, si nombreux de la guerre, ont été remplacés par de nouveaux venus ; comment s'établit le contact entre eux et les rescapés ? Les chefs staliniens n'osent pas les rassembler : le congrès, institution annuelle sous Lénine, n'a pas été réuni depuis trente ans. Ils sont inquiets : que se passera-t-il quand Staline disparaîtra ? Il n'y a eu, depuis la révolution, qu'un seul transfert du pouvoir et ce soit quels troubles il a provoqués : exécutions, déportations, famine provoquée pour réduire les paysans ; le chaos et la faiblesse de la société russe pourraient se révéler sous des formes indescriptibles.

L'Amérique peut donc s'engager avec une confiance raisonnable dans une politique de barrage, opposant une contre-force à l'expansion russe chaque fois que cela serait nécessaire. Mais elle ne doit pas se borner à ces opérations indispensables. Il est tout à fait possible, pour l'Amérique, d'influencer par des actes le développement interne, en Russie, et dans le mouvement communiste international tout entier. L'activité consacrée à l'information peut, dans une modeste mesure, y contribuer. Mais ce qui est infiniment plus important, c'est la mesure dans laquelle l'Amérique saura créer chez tous les peuples l'impression d'un pays qui sait ce qu'il veut, qui est capable de résoudre les problèmes de sa vie intérieure et d'assumer les responsabilités d'une puissance mondiale ; un pays dont la vitalité spirituelle lui permettrait de prendre sa place dans les grands courants idéologiques du temps présent.

Durant les trois années qui se sont écoulées entre 1947 et 1950, la tension internationale a persisté, tantôt plus aiguë, tantôt baissant quand des conférences internationales se réunissent. Mais toutes échouent ; à la guerre froide est venue s'ajouter la guerre de Corée et l'idée de recourir à une guerre généralisée pour en finir avec les manœuvres stalinienne a gagné certains secteurs de l'opinion américaine. Kennan écrit son second article pour défendre et justifier la conception qu'il avait exposée trois ans auparavant. De divers côtés, on l'attaquait : politique insuffisante, négative, trop coûteuse pour les résultats qu'elle donne. Sa riposte est aussi mesurée et aussi solide que son premier exposé.

Il y a des Américains, écrit-il, qui commencent à envisager une nouvelle guerre mondiale, à la croire inévitable, et s'imaginent de nouveau qu'une décision militaire apporte quelque chose de positif et de définitif. « Il ne pourrait y avoir, cependant, d'erreur plus grande — en dehors de toute considération du sang et des sacrifices que la guerre exige. — La guerre ne résout aucun problème, la victoire n'atteint aucun des buts pour lesquels la guerre a été soi-disant déclenchée ; elle accumule les ruines, elle dégrade les hommes ; elle met vainqueurs et vaincus devant des problèmes encore plus inextricables. » Nous n'aimons pas l'actuel régime de la Russie ; mais quelle sorte de Russie voudrions-nous avoir comme partenaire dans la communauté mondiale ? Un bref historique du développement politique et économique de la Russie l'amène à l'analyse des erreurs mises en garde. D'abord, il est indispensable de reconnaître que le régime intérieur est essentiellement l'affaire de la Russie elle-même ; nous souhaitons qu'elle renonce au totalitarisme mais nous comprenons et admettons qu'elle puisse choisir un régime différent du nôtre ; qu'elle cesse de tenir sous le joug des peuples aptes à une vie nationale mais nous n'envisagerons pas des démembrements qui, sous prétexte de satisfaire des revendications nationales, auraient des conséquences économiques détestables : par exemple, l'Ukraine possède certainement tous les attributs d'une entité culturelle mais, économiquement, elle est partie intégrante de la Russie autant que la Pennsylvanie l'est des Etats-Unis.

Mais, demande Kennan « qu'est-ce que nous pouvons faire, comme Américains, pour cette Russie que nous voudrions ? » L'aider à se constituer par la guerre ? A cela il a déjà répondu. Mais supposons que l'état présent d'absence de guerre généralisée demeure : a-t-on des raisons de croire que des changements du genre de ceux envisagés pourront se produire ? Impossible en un tel domaine de fournir une preuve, « la réponse repose sur quelque chose qui est, pour partie, matière d'opinion et de jugement, mais aussi, admettons-le, un acte de foi ».

Ce qu'il y a de particulièrement réconfortant et encourageant dans l'attitude de Kennan, c'est d'abord qu'elle révèle l'existence de diplomates américains capables de parler avec cette compétence des choses de Russie et d'étudier en historien la difficile situation dans laquelle le monde se débat (on ne connaissait surtout, jusqu'à présent, que les médiocres). Ses analyses de la politique étrangère de l'Amérique, que je n'ai

plus la place de résumer, le montrent étranger à tout chauvinisme, à tout nationalisme. Ses conceptions, pour le moment présent, nous libèrent de l'obsession permanente et paralysante de la guerre ; elles ouvrent une perspective, une période de dix ou quinze ans dans des conditions qui ne sont ni de guerre ni de paix mais seront celles qui demeureront aussi longtemps que la politique russe restera ce qu'elle est. Epreuve de force et de durée, Staline comptait sur une crise économique — qu'il espérait voir surgir dès la fin des opérations militaires ; il compte maintenant sur les mécontentements et conséquences du réarmement parmi les nations du pôle Atlantique, mécontentements et difficultés que sa propagande s'emploie à intensifier. Mais l'empire russe lui-même est-il si solide ? Kennan ne le croit pas ; il base sa conviction sur une information exceptionnelle, et considère sa faiblesse essentielle celle de tout Etat totalitaire qui ne peut se maintenir qu'en s'appuyant sur un régime policier. Ses camouflage tropérent de moins en moins. La manière dont Staline vient de révéler sa hantise d'une Allemagne reconstituée suffit à caractériser son inquiétude ; elle est, d'autre part, une application de ces « tourments » dont Kennan a bien montré le mécanisme.

Après avoir proposé une politique américaine pour la Russie, Kennan va avoir la possibilité de l'appliquer : il retourne à Moscou, cette fois en qualité d'ambassadeur ; Staline ne l'a accepté qu'après une assez longue délibération. Il part sans trop d'illusion, sait sa tâche difficile, compte aussi sur le temps pour obtenir des résultats. Il n'était question ici que d'exposer ses idées, non de les critiquer, mais cela ne doit pas empêcher de constater qu'il aura déjà rendu de grands services en rappelant un certain nombre de notions essentielles que le bruit des armes contribue à faire oublier ; il offre une autre issue qu'une troisième guerre mondiale ; la perspective qu'il ouvre d'un délai de dix ou quinze ans serait bonne aussi pour le mouvement ouvrier dont la présente condition n'est pas excellente et qui aurait alors la possibilité de retrouver vigueur et confiance.

A. ROSMER.

ECRIT IL Y A UN SIECLE

On comprendra qu'il m'est impossible de tout dire, de nommer les personnes dans beaucoup de cas ; pour parler d'un Russe, il faut le savoir sous terre ou en Sibérie. Je ne me suis même décidé à cette publication qu'après mûre réflexion : le mutisme soutient le despotisme ; les choses qu'on n'ose pas dire n'existent qu'à demi.

Alexandre HERZEN.

A TRAVERS LE MONDE

Vietnam

LA SEULE VOIE

Depuis 1906, le peuple vietnamien est entraîné par le vaste remous que les historiens appellent le « réveil de l'Asie ». Sa lutte commençait sous la forme nationaliste, mais depuis 1930, elle prend un caractère social de plus en plus marqué.

Pendant la dernière année de la guerre mondiale, des faits d'une importance particulière modifiaient le rapport des forces en faveur des staliniens qui savaient exploiter à fond la situation à leur profit et s'emparaient du pouvoir en mettant hors de combat tous les adversaires politiques. Une opposition grandissante se dessinait déjà contre leur régime quand, chance inspirée pour eux, se produisirent les événements du 19 décembre 1948. En attaquant le gouvernement Ho Chi Minh dans un but de reconquête, le gouvernement français a formé l'union sacrée des Vietnamiens autour des staliniens qui ont le monopole de la lutte nationale.

Malgré la volonté unanime de la population, malgré l'étendue des sacrifices des armées et malgré un soutien extérieur des plus dévoués, le Vietnam n'a pas encore réussi à déloger le colonialisme des centres vitaux du pays et à consolider par là les bases essentielles d'une indépendance durable.

Cependant, les difficultés de la lutte du Vietnam ne viennent pas de la supériorité écrasante de l'adversaire. La France a dépensé plus de 2.000 milliards de francs pour défendre sans espoir les 30 milliards de capitaux investis, sans compter les pertes en vies humaines et en matériel. L'année dernière, le napalm américain sauva le corps expéditionnaire français d'une offensive vietnamienne qui aurait pu être décisive. Et à l'heure actuelle, personne ne peut prévoir un terme à cette guerre ruineuse.

Pourquoi ?

La guerre a commencé sous l'aspect d'une guerre libératrice pour le Vietnam et celui d'une guerre de reconquête coloniale pour la France. En 1948 encore, Ho Chi Minh proclamait que le futur Vietnam resterait au sein de l'Union française. De son côté, la France répondait par une fin de non-recevoir, à tous ceux qui voulaient une solution internationale au problème, en arguant que c'est une pure « affaire de famille ».

Cependant, l'ascension, en Chine, de Mao Tse-toung au pouvoir, l'accentuation de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, l'adhésion de la France au pacte Atlantique, la prise de position par le gouvernement Ho Chi Minh dans le camp des démocraties populaires, ont vite fait de transformer le Vietnam en un des points les plus sensibles de la guerre froide entre les deux grands. Et les adversaires d'hier ne sont plus que des instruments, l'un de la Russie, l'autre de l'Amérique dans leur compétition pour la domination mondiale.

Il est évident que dans cette guerre froide, la France et le Vietnam ne sont plus maîtres de leur conduite. Engagés sur la pente de la guerre, ils ne peuvent plus reculer en envisageant des pourparlers à deux. Sur cette voie, ils rencontreront des obstacles insurmontables.

Il n'est pas permis non plus, dans un camp

comme dans l'autre, d'espérer de gagner ou de perdre. Une défaite du corps expéditionnaire français appellerait à coup sûr le renforcement de l'aide en napalm, en chars, en avions et en dollars, comme cela s'est vu l'année dernière, aide qui stoppera l'avance de la résistance vietnamienne et empêchera son armée d'assurer la victoire. Par contre, la débâcle des troupes de Vo Nguyen Giap sera inévitablement le prétexte au déferlement des millions de volontaires chinois sur les plaines du Fleuve Rouge, sinon plus au Sud : le Vietnam aura vite été transformé en une nouvelle Corée, où soldats chinois et occidentaux feront la loi sur la population terrifiée.

L'accentuation de la guerre du Vietnam ou son élargissement sous la forme d'une internationalisation du conflit n'a aucune chance de résoudre le problème. Au contraire, par la position stratégique privilégiée du pays dans le Sud-Est asiatique, un tel événement sera à coup sûr le premier acte de la troisième guerre mondiale, sous sa forme chaude. Dans les perspectives de la troisième guerre, les nationalistes vietnamiens, même des plus antistaliniens, se mettent dans le camp de la Russie. Dans l'éventualité de la victoire de celle-ci, le Vietnam serait déjà libéré du colonialisme. Dans l'éventualité d'une « libération du monde » par l'Amérique, il n'y aurait pas de raison que les U.S.A. rétablissent le colonialisme en Indochine. Par contre, se mettre dès maintenant dans le camp occidental qui a la France comme soutien, c'est accepter le statu quo du colonialisme.

Une chance de paix

Néanmoins, il peut arriver une chance de paix au Vietnam. C'est dans le cas où les deux grands, pour une raison ou pour une autre, se décident à une co-existence pacifique de longue ou brève durée. A leur point de vue, le Vietnam ne doit tomber sous l'influence ni de l'un ni de l'autre camp. La revendication d'un statut de neutralité s'avère possible, avec les corollaires logiques : retrait de l'armée d'occupation, élections générales au Vietnam, formation d'un gouvernement neutre vis-à-vis des deux grands. L'accord des deux grands donnera aux colonialistes l'occasion de se retirer sans perdre la face et donnera au peuple vietnamien la chance de se dégager de l'étreinte staliniens. Telles sont les perspectives de luites des nationalistes les plus éclairés du Vietnam.

Cependant, ce n'est qu'un commencement. Des destructions systématiques consécutives à six années de guerre libératrice posent d'énormes problèmes de reconstruction et plus des questions sociales que le Vietnam a hérité de la féodalité et du colonialisme. Sans force politique, sans moyens réels, le futur gouvernement du Vietnam sera la proie facile du stalinisme, comme cela s'est vu en Chine avec Tchong Kai Chek. La neutralité du Vietnam n'est alors qu'apparente. Un tel règlement permettra aux staliniens d'accaparer tout le Vietnam non plus par les armes, mais par la diplomatie internationale.

La seule voie est la constitution d'une forte Fédération démocratique et socialiste des peuples libérés de l'Asie, dans laquelle entrera le futur Vietnam, et qui lui fournira les appuis moraux ainsi que l'aide matérielle nécessaire pour aborder de front les questions sociales, pour instaurer le véritable régime socialiste, seul antidote du totalitarisme.

ND.

Angleterre

CINQ MOIS DE GOUVERNEMENT CONSERVATEUR

Revenus au pouvoir avec une majorité précaire ne représentant qu'une minorité des suffrages, les conservateurs ont réussi, dans cette courte période de début qui pouvait être décisive à consolider leur position au Parlement et, très probablement aussi, dans le pays. Leur politique sociale a été plus souple encore et plus adroite qu'on avait pu l'imaginer, et en desserrant l'étreinte de l'Etat, adoucissant contrainte et dépenses, ils ont gagné des sympathies dans la petite bourgeoisie et dans les cercles libéraux.

Sur les mesures d'austerité, sur le réarmement ils n'ont fait que reprendre la polit. que du gouvernement travailliste, aggravant même les premières pour souligner l'héritage de faillite qu'ils en avaient reçu. Mais avec le budget, leur politique propre s'est affirmée très nettement dans deux directions. Les subventions de l'Etat accompagnant le rationnement sont amputées de 180 millions de livres, tombant de 400 millions à 250, mais le choc et les effets en sont amortis par des dégrèvements à la base de l'impôt sur le revenu, un relèvement des pensions et allocations familiales, et habilement combinés que l'opposition travailliste a été, en séance, prise de court. Elle s'attendait à cette attaque sur les subventions et n'a pas manqué de l'accueillir par de virulentes protestations, mais quand le ministre Butler eut énuméré les dispositions proposées en contre-partie, Attlee fut incapable d'engager immédiatement la discussion, comme il est de coutume, et dut demander un délai. « Je prends 150 millions aux subventions, avait dit le ministre mais je donne 200 millions de dégrèvements pour les salariés » Et ces dégrèvements ont une conséquence importante. Ils sont un encouragement à une production accrue par les travaux supplémentaires dont le profit était jusqu'à présent repris presque intégralement par l'impôt, ils donneront ce stimulant que les travailleurs ont vainement recherché. « Un mineur, abattant le charbon, peut maudire l'augmentation du coût de la vie qui entraîne la réduction des subides, mais nous lui donnons la possibilité de le compenser plusieurs fois par un salaire accru ». Deux millions d'ouvriers vont rejoindre les 3.375.000 qui échappaient déjà à l'impôt, sur un ensemble de 23 millions. Et il était encore les subsides de l'Etat profitent aux riches comme aux pauvres. Pourquoi donner au riche une aide dont il n'a nul besoin ? Les travailleurs, on le voit par cet exemple, n'ont plus affaire à des adversaires bornés ; ils trouvent devant eux une nouvelle génération de conservateurs informés et capables de tirer profit des expériences.

La seconde innovation du budget est plus grosse de signification et de conséquences. Par le relèvement du taux de l'escompte qui passe de 2,5 à 4 pour cent, les conservateurs portent l'attaque sur ces conceptions du plein emploi que l'économiste John Maynard Keynes avait élaborées et que le gouvernement travailliste avait appliquées. Par la politique de l'argent cher, ils veulent défendre la livre et d'autant plus forte qu'elle est plus rare, et en limitant les investissements destinés aux fabrications pour la consommation intérieure, ils n'hésitent pas à freiner un secteur de l'activité économique car ils veulent provoquer un chômage suffisant à créer cette « armée de réserve » dont le capitalisme a besoin pour imposer ses conditions aux ouvriers et qui lui facilite l'exercice du pouvoir.

Des nationalisations, seule celle de l'acier à peine réalisée, est, pour l'instant, remise en question, les entreprises seront rendues à l'industrie privée, l'Etat se réservant sans doute un droit de contrôle.

Les conservateurs s'engagent donc résolument vers le retour au régime capitaliste traditionnel, non par une attaque de front sur le régime que les travaillistes avaient instauré mais par des démentissements adroitement choisis et réalisés. Leur tâche est facilitée par l'état de l'opposition qu'ils trouvent devant eux. Le Labour Party qui aurait besoin de toutes ses forces pour défendre son œuvre est, présentement, paralysé par ses querelles intérieures. Qui est le chef ? demandent ironiquement les conservateurs. Attlee ? Bevan ? Il est vrai que ce dernier s'agitait autant qu'il peut, il est sans cesse sur le devant de la scène. Il gêne les autres, permet à Churchill de faciles triomphes, comme il est arrivé à propos du discours que Churchill avait prononcé devant le congrès américain. Ce qu'il avait dit là-bas au sujet de l'éventualité d'un échec des négociations d'armistice en Corée et des décisions à prendre devant la situation nouvelle avait créé Attlee et Morrison en avaient convenu avant lui. Un débat là-dessus ne pouvait que tourner à leur confusion. Le « gauchisme » de Bevan les oblige à s'engager à fond et, comme il était inévitable Morrison sortit de l'affaire écrasé et humilié.

Ensuite est venue la discussion sur le réarmement, occasion de la rébellion publique. Il était dit Heide pour les dirigeants du Labour Party de voter contre un programme qui reprenait simplement le leur, tout ce qu'ils pouvaient faire était de dire qu'ils ne pouvaient donner leur confiance aux conservateurs pour l'appliquer.

Order aux conclutaires, la rupture a été écartée. Pour combien de temps ? Pas sans doute pour de longs mois. Le *Daily Herald* parle de l'égoïsme insupportable de l'équipe Bevan ; du côté travailliste on ne la supporte qu'avec une impatience croissante.

En ses récents discours, Bevan a accentué sa position critique à l'égard de l'Amérique. Il est remarquable qu'il ne cherche pas à établir une liaison avec le mouvement ouvrier notamment avec le C.I.O. mais se contente de rassembler les Anglais appartenant à diverses catégories sociales qui ne peuvent se résoudre à voir l'Angleterre envahie de la première pince par les « barbares » Américains, et rejoint l'avocat de l'« Empire ». Lord Beaverbrook, magnat de la presse, qui a d'ailleurs, à l'occasion, accueilli ses articles. Vis-à-vis du stalinisme, son attitude est celle de crainte et neutralité, ce que M. Beuve-Méry a insinué dans la maison bourgeoise et nationale du vieux *Temps* Ordre de programme pour une gauche socialiste. — A. R.

J'ai fait mienne cette conception que la vie humaine n'a de sens que dans la mesure où elle est au service d'un infini — qui, pour nous, est l'humanité.

JOFFE
Testament

En plein stalino-fascisme !

En pleine provocation !

En pleine stupidité !

Pour effacer les atrocités du cap Bon, le gouvernement français a trouvé un bon moyen : arrêter les ministres qui ont prescrit une enquête !

Nous l'avons déjà dit, mais il ne faut point cesser de se répéter : la caractéristique essentielle du fascisme, qu'il soit hitlérien, mussolinien ou stalinien, c'est le camp de concentration. C'est-à-dire la privation de liberté sans jugement, l'internement par « mesure administrative ».

Lorsqu'un homme, quel qu'il soit, est mis en prison, dans un camp ou en résidence forcée sans qu'il n'ait commis de délit et qu'il n'ait subi un jugement c'est du fascisme. Car le fascisme est, avant tout, la négation des droits de l'homme, et que la garantie de n'être privé de sa liberté que pour des infractions à la loi, reconnues comme telles par un tribunal, est le droit le plus fondamental de l'homme.

En envoyant Bourguiba et autres en résidence forcée sans jugement et sans qu'aucun crime ne leur soit imputé, Schuman l'ancien sous-secrétaire d'Etat de Pétain, avait agi en fasciste. Aujourd'hui, en envoyant les ministres tunisiens, à leur tour dans les mêmes conditions, en résidence forcée, Schuman récidive, et il a, naturellement, pour se faire le plein appui de son chef Pinay, qui a voté les pleins pouvoirs à Pétain et appartient à son Conseil national.

En mettant à sa tête les hommes du fasciste Pétain, la IV^e République en adopte nécessairement les procédés.

Cependant que tout le monde, Schuman en tête, entre deux actes d'arbitraire signe autant que l'on veut de déclarations et de traités faisant du respect des droits de l'homme pour tous les Etats, une stricte obligation ! — *Fur st-s*

..

Tel est donc le premier caractère du coup de force tunisien : c'est du fascisme.

Le second, c'est d'être de la provocation, de la provocation voulue et calculée.

La suite des événements est rigoureusement la même que celle qui s'est déroulée il y a cinq ans en Indochine.

Dans une première phase, on essaie d'endormir l'adversaire par de belles promesses. On signe avec Ho Chi Minh un traité reconnaissant l'Etat du Viet-Nam comme un Etat libre et indépendant, puis une convention fixant des rapports provisoires entre le nouvel Etat et l'Etat français. Mais le jour où il faut s'exécuter, on se livre, au lieu d'appliquer les accords conclus, à tout un ensemble d'agressions provocatrices. A Haiphong, à Lang-son, à Hanoï (1), afin que le sang coule et qu'on ait ainsi un prétexte pour se libérer de ses engagements.

Tout parallèlement, on promet à la Tunisie une large « autonomie interne » qu'on s'engage à appliquer progressivement mais rapi-

dement. Et l'on fait, grâce à cela, un ministère Chenik.

Car ce ministère fut véritablement l'enfant de la Résidence, c'est-à-dire qui l'a porté sur les fonts baptismaux. Agissant sur ses instructions de Paris, ce fut la Résidence qui sollicita Chenik, ainsi que les représentants de tous les partis nationaux tunisiens, de faire partie du nouveau ministère qui devait remplacer celui des Quisling devenu impossible. Et tous les partis sauf un (le vieux Destour), ajoutant foi aux promesses qui leur étaient prodiguées, acceptèrent de tenter l'expérience. Après un an d'efforts vains pour les faire tenir, et lorsqu'une dernière tentative se fut heurtée à la haute ne fin de non-recevoir qu'a constitué la lettre de Schuman, les Tunisiens décidèrent un nouvel effort dans une autre direction : ils s'adressèrent à l'O.N.U. Cette fois, il allait bien falloir peut-être que le gouvernement français s'exécute... à moins... à moins qu'une nouvelle situation ne soit créée.

On créa alors la nouvelle situation par le même moyen que celui qui avait si bien réussi en Indochine, par la provocation. De même que pour ce faire, on avait eu recours en Indochine à un ci-devant, le nommé Thierry d'Argenlieu, on s'adressa pour la Tunisie à un autre ci-devant, de Hautecloque. Et, à peine arrivé en Tunisie avant même d'avoir eu le temps de prendre contact avec le pays et les hommes, ledit de Hautecloque, obéissant évidemment aux ordres reçus, se livra à cette provocation inouïe : l'arrestation de Bourguiba, principal leader du mouvement national tunisien et de ses amis.

On eut alors nécessairement ce que l'on cherchait, la tempête dont on avait semé le vent : les Tunisiens réagirent.

Mais, assez rapidement, en partie sans doute sous les efforts du Destour, la tempête se calma, une certaine tranquillité était revenue. On allait donc être obligé de rouvrir les négociations, puisqu'on avait promis de le faire dès que le calme serait rétabli. Et l'on allait même peut-être être obligé de tenir les promesses d'autonomie que l'on avait faites ! Mais c'est précisément cela qu'il ne fallait à aucun prix. C'est pourquoi on s'empressa à une nouvelle provocation, et plus grave encore que la première : mise en demeure au bey de renvoyer ses ministres, et, sur son refus, leur arrestation. Ainsi une nouvelle situation était créée qui allait permettre, une fois de plus, de renier ses engagements.

L'arrestation de Bourguiba, c'était le coup de Haiphong, l'arrestation de Chenik, c'est celui de Hanoï. La provocation est et demeure le grand procédé du colonialisme français, le seul qu'il soit capable de pratiquer.

..

On sait le résultat de la provocation d'Indochine. Non seulement des centaines et des centaines de milliards gaspillés pour rigoureusement rien, non seulement des dizaines de milliers de tués, non seulement la pres-

(1) Voir « R.P. » de février 1952

que totalité des forces armées françaises effectives immobilisées à dix mille kilomètres du Rhin, mais, plus grave encore, le Viet-Minh, c'est-à-dire, à part quelques Quisling, tout le peuple annamite, jeté dans les bras de Staline ! De même qu'en 1936, en décrétant le blocus de la République espagnole, on avait poussé celle-ci obligatoirement dans les bras de Staline du fait qu'il était le seul à lui fournir des armes, en obligeant le Viet-Minh à avoir recours aux armes et à ne pouvoir en trouver que chez Staline et chez Mao, on a poussé tout le Viet-Nam obligatoirement dans les bras de la Russie.

En Tunisie, et, plus généralement, en Afrique du Nord, un processus semblable conduira à une situation plus grave encore.

Même les optimistes les plus bêtes, même les autruches qui, de parti pris, se fourrent les poings dans les yeux pour ne point voir reconnaissent cependant en général, que cette année-ci et l'année prochaine seront pour l'Europe les années les plus critiques, car c'est seulement avant que l'Amérique ait achevé

son réarmement que Staline sera en mesure de frapper.

Or c'est ce moment précis, ce moment extraordinairement critique, que Français et Anglais choisissent pour dresser contre eux tout le monde arabe !

Devant l'invasion soviétique, le seul flanc sûr que possédait jusqu'ici l'Europe était son flanc sud, le Nord de l'Afrique, du canal de Suez au détroit de Gibraltar étant à l'abri d'une attaque russe au moins immédiate. En dressant les Arabes contre l'Occident, le colonialisme franco-britannique est donc en train de détruire la seule région sur laquelle les métropoles pouvaient compter. Il livre, par avance, à Staline tout leur flanc droit.

Cependant que le Département d'Etat américain frappé de paralysie, à la fois par les attaques dont il a été l'objet et par l'attente de l'élection présidentielle, laisse faire !

Jamais peut-être n'a été non seulement plus criminelle, mais plus stupide !

R. L.

A propos de "La tête des autres"

Le théâtre de l'Atelier fait courir tout Paris. Marcel Aymé dans cette pièce traite d'un problème qui passionne tout le monde : l'exercice de la justice en France, dont dépend la liberté in-

struction pour connaître au moins le

usage d'instruction pour connaître au moins le

Il importe peu que nos juges soient, coeus, il fal-

Même sur ce terrain les protestataires manquent

On croirait qu'un génie tou-pas-sant s'est char-

tant en Poldavie et depuis, chaque jour, les quoti-

A la Cour des chiffres de Poldavie un haut magi-

C'est encore l'affaire Deshayes, un innocent dans tous les sens du terme, condamné et emprisonné quatre ans pour un crime qu'il n'a pas commis mais dont on est parvenu à lui extorquer l'aveu. A la vérité, les responsabilités ne sont pas exclusivement judiciaires : police, administration, politique y ont leur part.

Sous la III^e les scandales étaient plus rares, il y avait encore une opinion (une ligne des droits de l'homme, un minimum de décence dans la manière de traiter. Pour une certaine bourgeoisie c'était une fierté que d'assumer les fonctions de juge et de en ruer la noblesse de robe. Les juges se recrutent parmi les gens aisés, plus attachés au rôle social et aux honneurs qu'à l'argent.

Ben sûr il n'y a pas de justice en France, mais se 48, la Commune

de la justice. Pas de doute, nos juges ne sont que de mauvais fonctionnaires et le déclin de la liber-

Ce n'est pas *La tête des autres* qui dissimule les magistrats, mais leur comportement. On les a vus, sous Vichy appliquer mécaniquement des lois de circonstances, puis pratiquer avec la même rigueur la justice partisane de l'épuration. Compromis sans Pétain, il faut bien donner des gages aux autres Russes tout-puissants avec les scandales récents, c'est eux qui sont jugés. On comprend

de la justice durant, les auteurs parisiens de l'RP se doivent d'aider à l'Atelier voir cette pièce qui fera date et pose un problème important.

à ce succès mais l'embarras était à son comble à gauche comme à droite.

Il faut pas mort !

D'autres mains vous diront que le succès est fait par les collabos et leurs familles occupant les fauteuils d'orchestre. En réalité c'est à toutes les aires que s'assoient les gens qui ont connu la

ques font mouche, par exemple celle-ci. Les juges devraient faire un stage en prison avant d'y envoyer les autres.

réussite professionnelle fait oublier au meilleur qu'il

agit de la tête d'un homme. L'avocat lui-même par le type de cet état d'esprit, c'est pour cela qu'on a des défenseurs, devenus comme officiers des courtes, des réserves, qui dans les procès, prononcent d'éloquentes plaidoiries à rebours et entraînant de lourdes condamnations.

Oui, le mal est général tout l'appareil de justice, prison, juges, avocats, tous ont une tendresse à peine secrète pour le malfaiteur, le récidiviste, le client. L'honnête homme victime d'une défaillance ou des circonstances, lui, est broyé féroce-ment à la tête des autres, nous avons tous plus ou moins joué avec quand nous feignions de croire qu'un pari perdu sur l'issue de la guerre méritait le retranchement de la société. Quand nous avons toléré les épurations syndicales, condamnations sans jugement et sans appel par des adversaires sans scrupules, dont le seul souci était de dominer le mouvement syndical au plus vite. Aujourd'hui on mesure les méfaits d'une épuraton organisée au profit du parti russe, un mouvement syndical dispersé, privé de nombreux militants valables, un parti socialiste qui n'est plus qu'une ombre, une police et une magistrature savamment truffées de staliniens. N'oublions pas que la direction de la Justice fut, dès les premières heures occupée par un avocat stalinien, ce fait explique pour une part la dégradation de la magistrature.

Depassons le plaisir éprouvé à entendre fustiger notre Justice bohéme.

Dans divers journaux quotidiens et hebdomadaires, certains à grand usage, une campagne de presse est engagée pour défendre la liberté individuelle. Il ne s'agit pas de l'amnistie, problème également posé, mais de la dénonciation de la délinquance préventive excessive, arbitraire qui est un des traits les plus frappants de notre insécurité en face de la « justice ». L'ordre des avocats commence à réclamer on réclame une limitation du pouvoir des juges d'instruction, des parlementaires préparent des projets de réforme.

Autrefois, la gauche aurait repris et amplifié une campagne de ce genre, mais cette gauche conduite au fouet par les staliniens s'est rendue complice d'une épuraton qui fut un sordide régime de comptes ; compromise, elle n'ose plus bouger.

Pourtant, l'opinion fait écho à cette campagne comme à la pièce de Marcel Aymé. Il suffirait de lui demander de s'exprimer à cette opinion pour obtenir des résultats.

Pourquoi la CGT-P.O., ou à son défaut l'Union des syndicats, ne convoque-t-elle pas les organisations syndicales libres, puis leur fait-elle faire une expression active à cette campagne pour la liberté individuelle ?

La loi sur les sautes ne contient pas toutes les possibilités syndicales, nous pouvons obtenir des résultats. La Constitution consolider notre liberté en acquérant une autorité nouvelle pour dénoncer les abus et les crimes de la grande Poldavie contre les citoyens.

Rassembler les différents courants syndicaux en se donnant comme tâche de restaurer la liberté individuelle paraît un objectif digne des traditions syndicales. On peut agir sur différents points : introduction dans la Constitution de clauses précises garantissant la liberté individuelle, habas corpus, système de la caution, introduction dans le contrôle des prisons d'inspecteurs-délégués qui comme les jurés, seraient étrangers à l'appareil judiciaire, interdiction de la prévention pour les délits mineurs entraînant des peines de prison à temps quand le prévenu a un domicile et une occupation fixes, enlever les délinquants accusés et les intoxiqués à la pénitencière pour les traiter en malades.

Si la leçon des années troubles que nous venons de vivre amenait un sursaut pour défendre l'homme contre l'arbitraire judiciaire il serait permis d'espérer voir le mouvement ouvrier repartir d'un bon pied.

Georges MAUPHUX

Parmi nos

LETTRES

LES NATIONS ARABES

De notre camarade Gaïenne Dumas, nous avons reçu la lettre suivante :

Je t'envoie beaucoup d'intérêt, dans le numéro de janvier de la "Part de très documentée de la Péra" l'analyse de la situation. Etant depuis 1950 professeur à Damas, ayant visité, depuis cette date, outre la Syrie, trois pays arabes : le Liban, la Jordanie et l'Egypte, je crois utile de donner mon avis sur quelques points soulevés par cet article et qui concernent le Moyen-Orient.

Pétra dit que le décapotaki actuel des pays arabes est artificiel, qu'il a été créé par les impérialismes, et qu'il ne se maintient que par la volonté des personnels gouvernementaux. Si Pétra a raison en ce qui concerne l'origine du décapotaki actuel il me paraît se tromper sur sa durée ou le maintien de ce décapotaki. Ces pays arabes ont en effet subi des influences diverses et se sont profondément modifiées, en des sens différents, depuis qu'ils ont acquis, du point des degrés de développement, ce qu'il rendent impossible et pas du tout souhaitable une fusion dans les conditions actuelles de la situation du Croissant fertile. Abolirait la Péra sous l'autorité de Fran et de sa dynastie hachémite des pays arabes évolués comme la Syrie, le Liban et la Palestine arabe. Une Grande Arabie qui aurait pour centre de gravité le Hedjaz serait un monstre encore moins viable. Tous les Arabes de Palestine ne s'en rendent compte tant dans la partie de sud-pays qui ne peut être annexée par le système que dans les Etats voisins où ils se sont réfugiés. Il n'est pas étonnant que la Palestine arabe par le roi de Transjordanie ; ils ont conscience, en effet, d'appartenir à une fraction du monde arabe plus avancée que celle dont Amman est la capitale. De plus, si l'influence française a été peu marquée en Syrie elle est beaucoup plus profonde au Liban. La Jordanie elle est fortement imprégnée d'habitudes anglaises. Il n'a été parti du libéralisme français dans les hôtels d'Amman ou de Jérusalem dont la direction et le personnel sont entièrement arabes mais qu'on se croit en Angleterre. Tout cela a été, façonné par la main des colonnes nationales et la ou elles n'existaient pas auparavant. Lorsque on se rappelle quelques temps dans ces pays on capte que chacun d'eux a sa propre personnalité nationale qui s'affirme de plus en plus.

Si ce n'est d'autre part que la religion joue un rôle dont nous n'avons pas idée en Europe il n'en est pas moins exact que le sentiment national demande de se reposer dans les confessions. Si le Liban a vécu jusqu'à sous le régime du confessionalisme, il n'est pas moins vrai qu'il y a aujourd'hui un courant pour unifier le statut personnel et fonder les tribunaux confessionnels au profit des tribunaux civils les mêmes pour tous. Les avocats libanais sont à ce sujet en conflit avec les chefs de toutes les communautés religieuses chrétiennes, musulmanes et juives. Il est vrai que les Musulmans du Liban se considèrent comme Libanais au même titre que les Chrétiens et ne reconnaissent nullement un rattachement à la Syrie voisine. Ils ont d'ailleurs en matière de religion des schismes, et non seulement orthodoxes ou orthodoxes comme les Musulmans syriens.)

Quant à la question du Sandak d'Alexandrette, elle est assez complexe. Cette région comprend un nombre d'Arabes à moins égal à celui des Turcs. Tout en saluant l'expulsion de la Turquie moderne on ne peut condamner le point de vue syrien ou se contenter de la situation.

Je crois, en résumé, que les questions concernant le monde arabe et qui sont du plus haut intérêt à l'heure actuelle évoluent rapidement, et qu'il faut se garder de tirer des conclusions trop rapides et définitives.

VINGT ANS APRÈS

VENDANGES BEAUJOLAISES

Depuis 1939, jamais les vendanges n'avaient été aussi tardives qu'en cette année 1951 et jamais, non plus, elles n'avaient duré aussi longtemps.

Compte tenu de la latitude et de l'altitude — et bien que le Gamay soit un cépage hâtif — la vigne beaujolaise éprouve de la peine à bien mûrir ses fruits. À partir de 400 mètres, cette maturité devient aléatoire.

Le temps qu'il fait règle tout, décide de tout. Aussi d'esprit éveillé et observateur les vigneron du Beaujolais se souviennent-ils des années sèches et des années calamiteuses, ainsi que des années d'abondance générale où les cours s'effondraient.

Cette année on a surtout parlé de 1939 et on s'est assis jusqu'à l'identification 1951 et 1939. C'était excessif.

L'automne de 1939 se révéla extrêmement pluvieux. Il était souvent impossible de travailler. La pénurie de main-d'œuvre était si grande qu'il fallut recourir à des équipes de militaires non encore expédiés à la ligne Maginot.

Presque tous Dauphinois de la région de Saint-Marcellin, ces hommes d'âge, sérieux, réfléchis, soigneux, raisonnant bien et dont beaucoup étaient d'excellents cultivateurs d'un antimilitarisme décidé fournirent un travail de tout premier ordre.

Chaque soir je les voyais au très modeste café-restaurant où je prenais pension. Ils arrivaient sur les 5 heures, trempés, croûtés des pieds à la tête, véritables paquets de boue, et, tandis que leurs uniformes fumaient sur eux, leurs gros godillots saluaient les carreaux de la cuisine.

Habités à travailler durement et par tous les temps, ils ne se plaignaient pas. Ils se chahutaient à sans méchanceté. Armand (un poulain du Puy) qui n'en faisait pas lourd, mais qui avait de bonnes idées pacifistes et qui était un brave gosse socialiste, pas fier du tout et payant bien son pot, comme de bien s'accorde quand on a le sens de l'égalité fraternelle. Tous ces braves gens étaient plutôt à l'aise et ils le faisaient voir en consommant des produits de chez eux, du saucisson, du jambon, des noix et des tomates de Saint-Marcellin. Ce qui est pris n'est plus à prendre. Les dindons dauphinois étaient mangés avec appétit, au titre d'amuse-gueule et elles faisaient apprécier le bon vin de 1939.

Nos défenseurs de la patrie ne se prenaient pas pour des héros : ils finissaient leur soirée en jouant aux cartes et quand le communiqué annonçait : Rien à signaler, ils disaient : « Parfait ! moins y a de casse, mieux ça vaut ». Le Commandement avait en eux de très bons supports et il leur avait communiqué un peu de son humour.

Et au dehors la pluie tombait, tombait. Les vendanges durèrent ainsi jusqu'à la Toussaint. Dans les parties hautes de Montmelas, Blacé, Vaux et le Perron la neige fit son apparition avant que les vendanges fussent terminées. On produisit de la « gabouille » qui se vendit

tout de même bien, tous les prix d'alors s'orientant automatiquement à la hausse, résultat le plus immédiat de toute guerre qui se respecte.

Par la suite il y eut, au point de vue qualité, cinq bonnes années moyennes et cinq années en tous points remarquables (1941, 1943, 1945, 1947 et 1949). On prit ainsi l'habitude des étés secs ou demi-secs, avec prédominance des vents du Nord, défavorables au mildiou. En 1951, au contraire, s'est établi, presque tout l'été, un régime d'éclaircies, d'averses et d'orages survenant après des chaleurs accablantes mais de courte durée. Très heureusement septembre a été beau ainsi que la plus grande partie d'octobre, ce qui n'avait pas eu lieu en 1939. Finalement, contre toute attente, on a été « trompé du bon côté », comme on dit dans le vignoble.

Au surplus, la vigne a été défendue partout avec une incroyable ténacité. Un traitement suivait l'autre et il y en eut ainsi jusqu'à 10 — et même parfois davantage dans les secteurs les plus défavorisés. Je fus extrêmement surpris, fin août, un jour qu'un ami me conduisit à Mâcon, de voir le bon état général d'un vignoble que l'on disait fichu. Presque partout les cepages, méticuleusement entrés de bouillies diverses, avaient bonne apparence. Le spectacle ne changeait qu'en approchant de la Saône. Là, les fortes rosées et les brouillards suivis de coups de soleil brutaux avaient incontestablement favorisé l'invasion cryptogamique et son extension.

Depuis 25 ans, l'art de vinifier a fait de grands progrès dans tout le canton. Un laboratoire officiel d'œnologie installé à Villefranche suit, semaine par semaine, les phases de développement du raisin. Les raisins sont examinés, leur jus dosé ; on sait s'il convient de sucrer de blanchifier et à quelles doses. De très judicieux conseils sont donnés en langage simple et clair dans le *Patriote du Beaujolais*, par M. André, ancien élève de l'école nationale de Montpellier et directeur du laboratoire d'œnologie, ainsi que par M. Caillat, ancien élève de Grignon, professeur d'agriculture pour l'arrondissement.

On fait très grand cas de certaines appellations d'origine. Elles n'ont peut-être pour elles que leur véritable ancienneté. Il est traditionnel de vanter les Fleurie, les Morgon, les Brouilly, les Chénas, les Julénas. Ils ont sans doute leurs mérites, mais maintenant qu'il existe des concours-expositions, on doit constater qu'il y a, sur son grappin, des vins réussis égalant ceux des crus réputés que je viens de citer. En 1947 à Blacé, au hameau du Vortillon, très bien placé pour « faire bon », mes amis R., père et fils, ont obtenu des vins remarquables, admirés de tous les connaisseurs.

Autre élément de progrès, l'école d'agriculture d'hiver de Villefranche (2 années d'études), placée sous la direction de M. Caillat, reçoit chaque année une trentaine d'adolescents qui, plus tard,

ment sans autre valeur que celle de la passion avec laquelle on les formule.

Les griefs concernant la nourriture et la boisson ne doivent pas être recus sans critique. D'une façon générale on met son point d'honneur à ne pas se gêner, vendangeurs et vendangeuses. C'est ce qui explique pourquoi on ne se gêne pas à acheter des cuisines aussi plantureuses que choieses — sont bien loin d'avoir à domicile un aussi bon ordinaire. Il reste toutefois qu'il existe de mauvaises boîtes où — tout étant nominativement si cher ! on économise sur la nourriture et achète des denrées qui ne sont pas de première qualité. Il existe aussi des maisons où — le meilleur vin allant à la vente — on sert aux vendangeurs un vin de deuxième zone et parfois de troisième. Ces vendangeurs ont si mauvaise façon que c'est bien assez bon pour eux. Et les notables qui lisant ces lignes, affecteraient de grands airs officiels ne seraient sans doute pas innocents de toute supercherie.

Cette année la pénurie de main-d'œuvre a été si grande qu'il a fallu faire venir des « sidi » à ceux que j'ai vus — Arabes ou Kabyles — provenaient de Grenoble où ils logeaient, m'apprenant qu'ils étaient venus à la fin de l'été. L'un d'eux parlait un français très pur. Je pensai immédiatement qu'il avait été instruit en tribu, par un « sectionnaire » de la Bouzarèche. Je ne me trompais pas. Je lui dis que j'étais moi-même un ancien sectionnaire, un ami des indigènes, alors, mis en confiance, il m'apprit qu'à peine arrivée, son équipe repartait ; elle était tombée sur un nommé G. — lequel est assez mal vu de tous. Tout chez lui, paraît-il, taisait à désirer ; il y avait eu des difficultés quant au paiement et G. avait voulu battre l'un des vendangeurs. Mon Kabyle de Petite-Kabylie s'était donc vu déçu, attendant le car prochain.

Autre aspect de la question : les travailleurs algériens ont été très éprouvés par les fraîcheurs de l'automne. Ils ont dû aller chercher du travail ailleurs. Aussi se sont-ils hâtés de rejoindre leur point d'attache.

Un banal fait divers les a rendus antipathiques. Entre Biscé et Saint-Julien-sous-Montmelas, deux d'entre eux se sont battus sauvagement, le plus fort a blessé l'autre à coups de rasoir, l'a volé et s'est enfui. Aussitôt on a généralisé et on a regardé les « bicots » comme des visiteurs indésirables.

Ici, donc, l'expérience a été décevante parce qu'effectuée au hasard et littéralement improvisée par des bureaucrates pour qui l'homme est un simple numéro matricule. Dans le vignoble on se défie du « horsin », de l'étranger ; et ce horsin est parfois un habitant du village voisin. À plus forte raison redoute-t-on ces « sidi » que l'on est bien obligé d'embaucher mais qui ne parlent pas notre langue. Que baragouinent-ils entre eux ? Que comptent-ils ? On leur parle autoritairement. Tous, évidemment, ne sont pas parfaits et c'est aux plus mauvais qu'on assimile les autres. Aucune nuance dans les jugements.

Quand, dans notre R.P., j'écrivais *Les vigneronnes de Bouzarèche* j'étais allé à la puérile de Claude Bernard. Les prix variaient d'un jour à l'autre.

Et même pour les autochtones. La manipulation de mains glacées et humides est comparable à celle du travail poitevin qui consiste à ramasser une à une les feuilles du chou fourrager en automne et en hiver.

La main-d'œuvre, fort hétéroclite, pouvait défendre son bistock avec succès, attendu qu'en cas d'urgence l'employeur faisait de grosses concessions. Cette pittoresque « place » n'existe plus et certains la regrettaient.

Il existe maintenant des tarifs officiels. Ceux qui les ont élaborés les trouvent sans doute fort généreux. Mais les intéressés, que l'on n'a pas consultés, pensent autrement. On ne peut pas dire de ces humbles, de ces humbles dispersés, qu'ils font la grève, le vendangeur professionnel n'existant pas. Mais chacun de ces vendeurs occasionnels dresse son petit bilan de déboires et d'avantages. Si le bilan s'avère négatif on ne revient pas. Les embaucheurs ne peuvent pas à l'autre, à l'embauché. Aussi, du côté de la main-d'œuvre, le Beaujolais pourrait-il connaître des années très difficiles.

Le fait est là, devant nous, incontestable : l'observateur social ne tend que des plaintes. Une sorte de mentalité grignarde semble s'être emparée de tous.

Chose curieuse : la question monétaire, pourtant capitale, n'est pour ainsi dire jamais évoquée. Et cependant elle est là, invincible, présente et faussant tout.

On se sent pauvre, mais on ne sait pas si on l'est, comment on l'est et pourquoi on l'est.

L'enrichissement payant en or et en lingots sur une libération à la Grandet. On avait de l'or, un peu à peu. Algébriquement on aurait pu représenter cette croissance par une ligne de faible pente, une ligne en ar, avec a très petit.

Mais de l'or on s'est séparé et l'on est mal pincé, au village, pour en acquiescer de nouveau. Quant aux papiers d'État, billets, emprunts, on continue bien de les octroyer, mais la rapidité de la dévaluation l'emporte de beaucoup sur celle de l'accumulation. Grandet lui-même se ruinerait peu à peu. L'appauvrissement des vigneronnes et des viticulteurs est général.

Depuis vingt-cinq ans que je suis à Biscé, il ne s'est pas construit une seule habitation. On a rajusté, réparé, amélioré et rarement embell.

Biscé a eu un entrepreneur fort capable, M. R., qui était son propre architecte. Il occupait encore cinq ou six ouvriers en 1925 : il les licencie les uns après les autres et son entreprise disparaît avec lui. Non seulement on ne construit pas, mais on cherche à vendre pour n'avoir plus à entretenir ou à réparer. Ainsi en est-il présentement de deux grosses habitations bourgeoises avec parc, l'une qui appartenait à un docteur Israélite, qui l'avait achetée à la famille de Fleuriel, et l'autre à un commandant en retraite.

L'argent qui s'investit dans la commune vient d'ailleurs. Il est apporté par des industriels ou des commerçants fortunés dont l'avoir grandit selon une courbe en ar.

Je me rends chez Marius C., un bon propriétaire, dont l'un des fils, mon élève, a bien réussi à l'ENP de Voltron puis à l'école du froki. Le père a acquis une maison délabrée mais de belle apparence, vue du dehors. Nous déjeunons dans une vaste salle bien tapissée où le prédécesseur recevait ses amis de chasse.

— Ne faites pas attention au plafond, me dit mon hôte. Il nous désole. Louis et moi, tant les gouttières l'ont endommagé et sali. Heureusement que j'ai commencé par être maçon et plâtrier ! J'arrangerai tout cela peu à peu, année par année. J'ai débuté par le plus pressé et le reste suivra. Tout est si cher, voyez-vous, qu'on ne peut rien faire d'ensemble.

D'une campagne viticole à l'autre, on parle souvent de baisse et de hausse des cours mais, à proprement parler les doctes et interminables palabres qui s'engagent à propos de ce sujet bémont aucun sens puisque le cours de l'émission monétaire varie sans cesse, depuis 37 ans, dans le sens d'une baisse continue.

Cette baisse du franc-papier, on le sent obscurément, c'est elle qui paralyse tout. Il y a eu des moments d'espoir. Ainsi lorsque Poincaré créa le franc quatre sous, « Enfin, disait-on, on va savoir où l'on va ! » On ne comprenait pas que Poincaré n'avait multiplié les apparences de sécurité et de stabilité que pour pouvoir emprunter à tire-larigot, ce qui était continuer à faire de l'inflation. « Mais basta ! après moi le déluge » pensait le roseau lorrain peint en fer.

Après la Libération, lors de l'échange des billets, on crut au village que l'Etat profiterait de l'occasion pour diminuer brutalement le montant des billets en circulation et créer une monnaie saine. Il n'en fut rien. De Gaulle et ses successeurs firent marcher la planche à assignats et la dévaluation continua.

Si la dévaluation, comme l'a si bien montré notre ami Louzon, est un stimulant de la production et un extirpateur de dettes, il faut néanmoins qu'elle se maintienne dans certaines limites et il est plus nécessaire encore qu'il existe de longs papiers de stabilité rendant outrage à ceux (individus et collectivités) qui veulent entreprendre. Nos rois furent alternativement des faux monnayeurs et des défenseurs d'une monnaie de bon aloi. Louis XI se servit de ses bons écus d'or pour mener contre Charles le Téméraire une dure bataille monétaire parallèle à la bataille politique et militaire.

Depuis le fatal 2 août 1914, c'est sans arrêt que l'Etat français jette dans la circulation ses faux billets de banque. Dans la vignette où l'on aime la stabilité propice aux entreprises de longue haleine, l'incertitude du lendemain — une incertitude sans fin et sans accalmie — engendre un état d'esprit très dangereux : les possédants considèrent comme normal un recours à la violence — ça ne peut plus durer ; il faut en finir une fois pour toutes, radicalement, on veut que « ça change » brutalement de fond en comble afin que ça ne change plus par la suite. Quant aux parias, à qui tout espoir est préventivement interdit, ils veulent également que « ça change », mais sous la forme d'une gigantesque jacquerie où on leur régleme enfin leur compte. De part et d'autre, point d'utopie sovraine à la Thomas Moore : on entre purement et simplement, à pleines voiles, dans le domaine de la démenée.

..

Le vin une fois produit, il faut l'écraser à un aussi bon prix que possible. Ce n'est pas toujours facile.

Une bonne clientèle, exigeante, difficile, mais payant bien, est fournie par les cafetiers et les restaurateurs aisés de Paris, Lyon et ailleurs (8).

(8) Abstraction faite des Israélites qui seraient jadis...
 à cause de son fruit. Un jour, revenant de Volp, Martin G., son fils et moi stoppons à Bourgoin. Au...
 à cause de son fruit. Un jour, revenant de Volp, Martin G., son fils et moi stoppons à Bourgoin. Au...
 à cause de son fruit. Un jour, revenant de Volp, Martin G., son fils et moi stoppons à Bourgoin. Au...

A Blacé même cette clientèle existe. Plusieurs Blacéens de ma connaissance, grâce à d'anciens bouchers du pays, ont pour acheteurs des cafetiers du quartier de la Vilette. Les notables s'efforcent d'étendre cette clientèle de cafetiers et de restaurateurs à toute la capitale (ce grandossier) et à d'autres villes par le moyen d'une propagande apparentée au tourisme et à la gastronomie. Elle ne touche pas le consommateur moyen. En attendant, il faut passer par l'intermédiaire des négociants et des courtiers en vins. Les uns et les autres sont toujours, et même plus que jamais, les bêtes noires des producteurs. Même quand on leur fait bon visage on les hait. On les regarde comme des êtres sournois dont la connivence s'exerce à l'encontre des vignerons malheureux. On les compare à des vampires, à des sangsues. J'ai vu de près, à l'occasion du Tour de France, un de ces gros brassards d'affaires, l'air dur, insolent, le parler bref, il avait tout d'un vautour avec son groin ont rouge et son nez crochu lancé en avant.

Négociants et courtiers sont brocardés de mille manières et qui les chansonnait avec esprit, à la façon de Béranger, aurait certainement du succès. On parle avec haine et envie de leurs millions soigneusement mis à gauche et vite gagnés. Il n'est point de méfait dont on ne les accuse. Ainsi, dans le passé, devait-on parler des traitants, des rats de cave, des gabelous.

On ne dénit que ce qu'on remplace. Le remède serait dans la multiplication des coopératives tant pour produire que pour atteindre l'ensemble des consommateurs. C'est là une œuvre de longue haleine qui, en raison de l'incertitude des temps — les coopératives ayant elles aussi des difficultés de trésorerie — intéresse moins qu'autrefois. Les hommes de gauche — sauf cer-

ne la prônent plus guère. Au lendemain de la guerre de 1914-1918, alors qu'ils avaient pensé virilement, les communistes c'est un hommage à leur rendre se placèrent au premier rang des coopérateurs. Ils nous aidaient à combattre cette plume qui s'appelle le bureaucratisme coopératif, bureaucratisme qui, au nom de la « technicité », regarde le coopérateur du rang comme un imbécile dont les reproches, avertissements ou suggestions sont négligeables. Il avait de soi, alors, qu'un communal était syndiqué et membre d'une coopérative. Automatiquement. C'était très bien. Mais tout a changé depuis. Les magasins coopératifs de nos villages ont disparu à Blacé, Sables, Le Perreux, etc. On ne voit plus circuler le canton des coopérateurs. C'est qu'à la faveur de l'équivoque « nationale », les staliniens jouant aux patriotes marmarions (alors qu'ils sont des nationalistes russes intégraux) ont nourri énormes illusions sur leur possibilité d'accéder pleinement et rapidement au pouvoir.

On dupe un partisan, jamais un adversaire. Croquant tromper tous ceux qui sont fondamentalement réactionnaires, nos staliniens ont abandonné tout ce qui est la raison d'être, la base même du socialisme, tout ce qui le préfigure déjà à la manière des cordons de feu dessinant les lignes de l'édifice qu'ils illuminent. D'ad, en ville et à la campagne, un seul social certain qui n'a servi à rien car les « bons Français », les « bons chrétiens progressistes », les « braves petits commerçants amis des travailleurs » n'ont pas été dupés des deux propos qu'on leur tenait. À Tartuffe Tartuffe et demi ! La propagande conservatrice du stalinisme l'a déshonoré sans profit et c'est lui qui a été roulé par tous les baratineurs du « patriotisme ». Comme si le « patriotisme » ne cachait pas, de nos jours, les combines les plus louches !

Au village l'incertitude prolongée et sans cesse renaissante engendre un état d'anxiété nerveuse qui se manifeste dans les discussions relatives aux vins. Elles n'ont plus rien de logique, seules des sentiments violents, exaspérés, les régissent. On veut des choses contradictoires, par exemple que l'Etat obtienne, à l'étranger, un traitement de faveur pour nos vins (à bas les douanes qui paralyseraient les échanges !) et que le même Etat interdise purement et simplement l'entrée des vins étrangers (adieu le laissez-faire, le laissez-passer !). Ces vins que l'on n'a pas goûtés, on affirme que c'est de la « saloperie » tout juste bonne à tuer Le Français en l'empoisonnant.

Je déclare paisiblement un jour à un interlocuteur très échauffé que j'ai bu, à Paris, du vin du Portugal ; que je l'ai trouvé excellent et que ma bourne s'en est bien trouvée. Interloqué, il ne me contredit pas mais change son fusil d'épaule. Il maudit le gouvernement qui ne veut pas que « notre vin tienne son prix », il veut que Le Français Français meure de faim.

— Oui, mais le consommateur, que devient-il dans tout ça ? dit-il.

— Je ne sais pas, moi, je ne suis pas le gouvernement. Ce que je sais, moi, c'est que « notre vin doit tenir son prix ».

Jamais les intérêts du consommateur et le consommateur lui-même ne sont pris en considération.

Tel vigneron qui peste contre la hausse des prix à la boucherie, à la boulangerie, à l'épicerie et parle de restreindre sa consommation s'adonne contre ceux qui trouvent le vin trop cher et s'abstiennent d'en boire : « Alors qu'est-ce qu'on va devenir ? Il n'y a plus qu'à arracher nos vignes. »

On parle avec mépris des vins courants d'origine méridionale ou nord-africaine. On est bien près de les traiter eux aussi de « saloperie » dont (ils les gouvernants) devraient interdire la vente en France.

Ces jours-ci, les journaux régionaux ont annoncé que les colons du Maroc se sont mis à la culture de la vigne : qu'en 1951 la production des vins s'est élevée, là-bas, à 400 000 hectolitres et qu'elle est susceptible de s'accroître. Aussitôt, automatiquement, autour de moi, on pousse les choses au noir. On voit déjà les vins marocains inondant le marché et provoquant un effondrement des cours : « Jamais ces sauts (les gouvernants) n'auraient dû permettre au Maroc de cultiver la vigne ». Et l'instant d'après, on tonne avec virulence contre le dirigisme et la paperasserie qu'il engendre.

Comment se fait-il que les vignerons du Beaujolais connaissent de nouveau la chaîne des dettes dont ils avaient réussi à se délivrer après la guerre de 1914-1918 ?

Les fluctuations monétaires rendent aisément compte de ce double phénomène.

Les dettes-or d'avant 1914 furent aisément payées en franc-papier qui s'étaient multipliés. Quand Poincaré effectua sa pseudo-stabilisation, les débiteurs s'étaient tous (ou presque tous) libérés.

Après la libération nouvelle monnaie en flèche de tous les prix nominaux. Le vin suit et l'on ne voit pas de terme à la hausse. Alors on s'étonne pas : on achète beaucoup car tout s'est envolé. Il faut remonter les saisons. Soudain il y a désaccord entre la hausse d'un côté et les dettes d'un autre. On se paie la tête des vignerons qui ne peuvent pas payer leurs dettes. (Non, mais nous voyez-vous boudant devant un Jubénas ou un Pouilly ?)

L'écart est d'autant plus grand que, d'une année à l'autre, le franc-papier a perdu une partie de sa valeur. Lorsque, par exemple, la pièce de vin passe par étapes successives de 10 000 à 12 000 francs (papier), ces 12 000 francs ne représentent plus la même valeur qu'il y a une année.

Dès lors, face à une hausse quotidienne des prix, les petits fonctionnaires, des ouvriers, des « gagistes » (7) On donne des acomptes au fur et à mesure que le vin part. Mais il y a toujours un reliquat, une « queue » qui s'allonge sans qu'on l'ait vue.

Seule une hausse sensationnelle des prix nominaux du vin pourrait abolir le nouvel endettement des vignerons du Beaujolais. Elle réduirait ceux des gagistes dont la condition est présentement assez précaire.

Fait de plus en plus important, la trésorerie annuelle par le moyen du vin, est relayée quotidiennement par le moyen du lait. Plus on a de lait, plus on a de vin.

Un vigneron qui avait tout pour être heureux. Il venait de faire 10 pièces de vin pour sa part et il avait 3 bonnes grosses vaches avec de bons prés à côté de sa maison. Quelle malchance, hélas !

Très exact. Mais il arrive alors ceci que l'on retrouve, pour le lait, le négociant et le courtier sous la forme du livreur citadin et du ramasseur intercommunal. Aussi le prix du litre de lait à la production provoque-t-il les mêmes réactions passionnées que le prix de la pièce de vin au village. Là encore la généralisation des coopératives aiderait à surmonter bien des difficultés.

Ma conclusion sera brève.

Economiquement (et donc politiquement), la situation des vignerons du Beaujolais est intrinsèquement moins bonne, beaucoup moins bonne qu'en 1925-1926.

Depuis la libération, la crise virulente de la monnaie a appauvri toutes les trésoreries privées ou collectives. Ni les communes ni les particuliers n'osent rien entreprendre. Et si l'on entreprend quand même, les travaux risquent de rester en suspens. Quand arriveront-ils, à Blacé, l'eau sur l'évier, eau qui devrait déjà couler depuis longtemps ? Je n'ose plus en parler, me disait récemment notre bon maire, un honnête homme désireux de bien faire.

Les esprits s'agrippent. Une mentalité bargueuse, hagarde se développe. On veut que ça change. Il faut que ça change. Il faut qu'un seul commande et que ça saute ! Ainsi l'esprit critique meurt et la voie est ouverte aux plus sombres aventures césariennes.

A.-V. JACQUET

30 octobre 1951

7) Les gagistes ou domestiques à grands gages sont payés au mois et le contrat est valable pour un an. Pas d'échelle mobile ! D'où une certaine automaticité des dettes. Si l'on recourt au « Monsieur » pour les éteindre, on se place sous sa coupe. Et si l'on s'adresse à droite et à gauche, on est criblé de petites dettes criardes.

Notes d'Economie et de Politique

LA SITUATION FINANCIÈRE

Et voilà la comédie de la baisse des prix qui recommence. On n'a pas changé le disque, mais seulement les metteurs en ondes. Les fauteurs de l'« économie dirigée » de l'immédiate après-guerre, socialistes et M.R.P., ayant, de guerre lasse, abandonné la partie, c'est maintenant un bourgeois de droite, un bourgeois qui, par doctrine, est adversaire de toute intervention de l'Etat dans l'économie, qui reprend l'absurde programme de Léon Blum : la baisse des prix par décret !

Faut-il répéter encore une fois que les prix ne résultent pas de la volonté arbitraire des commerçants ou des producteurs, mais qu'ils sont fonction de la valeur de la monnaie et que ce le-ci est lui-même fonction de la quantité de tous billets de banque mis en circulation par l'Etat afin de payer ses dépenses (inflation) ? Tant que les dépenses de l'Etat excèdent ses rentrées et qu'il sera obligé de combler la différence en demandant à la Banque de France, directement ou indirectement, d'imprimer de nouveaux billets et de les lui remettre afin que lui-même les donne en paiement à ses créanciers, les prix monteront. Le jour, au contraire, où l'émission de tous billets cessera, où l'Etat pourrera équilibrer ses recettes et ses dépenses, il ne sera plus émis de billets que lorsqu'une marchandise de valeur égale aura été produite et mise en vente, alors, immédiatement et sans qu'il y ait besoin d'aucun ministre d'aucun décret ni d'aucune propagande les prix cesseront de monter. Jusque-là toutes les mesures d'autorité auront eu l'effet que les précédentes : sur efficacité aura eue la durée d'une rosée de printemps.

D'ailleurs le Pinay semble tout de même avoir quelque idée de ce qu'il a à faire de l'économie publique, car, après avoir fait état, d'un coup de chapeau, à la démagogie de la baisse des prix par voie d'autorité et d'appel à la « bonne volonté », il semble vouloir s'orienter, au moment où l'écrasement (24 mars), vers des mesures plus sérieuses, c'est-à-dire des mesures tendant précisément à équilibrer les recettes et les dépenses de l'Etat, d'une part en faisant des économies dans les services de l'Etat d'autre part en comblant la différence entre les dépenses et le produit des impôts par des emprunts, au lieu d'utiliser à cet effet la presse à billets.

C'est sur ces deux derniers points que je voudrais présenter quelques suggestions.

DÉS ÉCONOMIES, EN VOILÀ !

Des économies, elles sont faciles à faire, et sans que le fonctionnement de la machine Etat en souffre, au contraire ! Prenons le cas de quelque chose qui n'a rien de caché, dont tout le monde peut suivre au jour le jour le fonctionnement et apprécier l'utilité : celui des « grands corps de l'Etat ».

N'en examinons que les principaux, les plus « hauts » : ce sont l'Assemblée nationale, le Conseil de la République, l'Assemblée de l'Union française, le Conseil national économique et le Conseil d'Etat.

Eh bien ! sauf l'Assemblée nationale qui est évidemment indispensable au fonctionnement du régime parlementaire, voudriez-vous me dire à quoi les autres servent ?

Les lois qui ont été votées par l'Assemblée nationale passent ensuite au Conseil de la République qui a le droit de les rejeter et de les amender, mais la loi revient alors devant l'Assemblée nationale, et si celle-

ci maintient ses premières décisions, ce qu'a voté le Conseil de la République est nul et non avenue. Or, naturellement l'Assemblée nationale, qui tient à son prestige, a toujours jusqu'ici maintenu ses décisions, sauf sur des points de détail sans importance. Alors, à quoi sert le Conseil de la République ? Il est tout inutile aussi, et le que la Chambre des lords britannique, ce qui n'est pas peu dire !

Remarquez que je ne veux point ici discuter de la question de savoir s'il est préférable que le pouvoir législatif soit exercé par une chambre ou par deux, mais ce que je prétends, c'est que, s'il y en a deux, il faut que chacune d'elles ait un pouvoir réel. Si ce n'est pas le cas, il est là que pour la forme, pour entretenir purement et simplement les décisions de l'autre chambre, ou pour formuler des avis que l'autre n'est pas obligée de suivre, alors ce n'est qu'une caricature d'assemblée, dont l'existence n'a pour résultat que de compliquer et de retarder le travail législatif.

Ainsi, première économie : suppression du Conseil de la République.

Et l'Assemblée de l'Union française ? Keksekha ? Je suis sûr que bon nombre de nos lecteurs, et je ne parle pas de la moyenne des Français, ignorent qu'une telle assemblée existe. Il lui arrive, paraît-il, de se réunir parfois à Versailles. Mais on ne sait pas ce qu'elle y fait, et pour cause : car elle n'y fait rien. Ce n'est d'ailleurs pas sa faute. Elle ne fait rien car elle n'a rien à faire, elle n'a aucun pou-

voir. Et le Conseil national économique ? Il n'y a qu'un seul homme en France qui croit à son utilité, c'est Jouhaux. Le Conseil national économique est un produit Jouhaux, un produit Jouhaux rigoureusement pur. Voici trente ans, depuis la fin de la guerre de 14 exactement, que Jouhaux n'a eu qu'une idée, qu'une seule politique : faire créer un organisme d'Etat dénommé Conseil économique ou quelque chose d'approchant, dont il serait président. Une telle persévérance méritait récompense : la IV^e République lui a accordée. Un Conseil national économique a pris place parmi les grands corps constitués de l'Etat, et son président, Jouhaux naturellement, est devenu un personnage consulaire. Le Conseil national économique a été créé par un homme et pour un homme.

A cela il n'y aurait que demi-mal si le Conseil national économique servait à quelque chose, mais chacun sait, et ses membres le savent mieux que quiconque, qu'il ne sert à rien. Les honorables conseillers passent le plus clair de leur temps à se démontrer ce qu'ils pourraient bien faire. Et s'il arrive qu'on leur soumette une question épineuse, c'est bien simple : les représentants des patrons votent d'une manière, les représentants des ouvriers votent en sens contraire et le gouvernement et le Parlement décident ce qu'ils veulent.

Ainsi donc les trois grandes « créations » de la IV^e République sont à supprimer purement et simplement. Mais il y a aussi des suppressions à faire parmi les anciens corps de l'Etat, ceux qui datent de Napoléon. Par exemple, dans le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat est formé de deux parties. L'une d'elles est un tribunal, le tribunal d'appel pour toutes les actions engagées par des individus contre l'Etat, l'autre est un véritable Conseil d'Etat, c'est-à-dire qu'elle est chargée de « conseiller » l'Etat.

risques d'inflation. L'emprunteur, soit, en l'espèce, l'Etat, emprunte, mettons, 100 milliards de francs. 100 milliards qui, à l'époque où vous souscrivez à l'emprunt, ont un certain pouvoir d'achat. Lorsque arrive le moment du remboursement, dix ans après, par exemple, l'Etat rembourse bien à ses créanciers 100 milliards de francs, mais, du fait de l'inflation et de la hausse des prix qui en a été la conséquence, ces cent milliards de francs ne permettent plus que d'acheter, disons la moitié, de ce qu'ils permettaient d'acheter dix ans auparavant lorsque le prêteur a donné son argent. En prêtant, le prêteur a donc bel et bien perdu (en négligeant pour simplifier, les intérêts) la moitié de son avoir.

En période d'inflation, l'emprunt est donc purement et simplement un vol. Or, si l'on veut, pour employer l'euphémisme qui eut son heure de vogue, il y a quelque trente-cinq ans, aux débuts de l'inflation, l'emprunt est l'occasion d'une « faillite résiduelle ».

Cependant, la plupart des gens sont assez longtemps avant de s'apercevoir de ce mécanisme, pourvu qu'il soit simple. L'espoir que l'inflation va cesser, et surtout le besoin, si impératif chez le Français, d'économiser à tout prix, même s'il prévoit que ses économies seront perdues, font que, durant de longues années après le début de l'inflation, l'Etat trouve encore à emprunter.

Mais cela tout de même ne dure pas indéfiniment. Un jour arrive où les yeux, même des plus niais, s'ouvrent et où M. Prudhomme se résout finalement à dépenser son argent plutôt qu'à l'économiser et à le prêter.

Ce jour-là, l'inflation a accompli son rôle, son rôle utile. Sous peine de s'embourber (1), la machine à expropriation, si elle a fini d'exproprier ses anciens rentiers, doit s'arrêter, parce qu'il n'y a plus rien à exproprier. L'inflation n'a plus à ce moment que des effets nuisibles, en faisant que M. Tout le Monde n'épargne plus, elle supprime l'une des principales sources d'accumulation du capital, alors que cette accumulation est indispensable à tout développement ultérieur de l'économie.

Il faut donc en conclure que l'inflation est une arme à double tranchant qui peut être utilisée de deux manières.

La première. C'est-à-dire qu'il faut émettre des emprunts d'un nouveau type, des emprunts où l'on s'engage à rembourser en valeur réelle la valeur exacte de ce qui vous est prêté et où l'on s'engage également à payer des intérêts dont la valeur réelle devra demeurer la même durant tout le cours de l'emprunt.

L'emprunt-or — c'est-à-dire, pour parler d'une façon plus générale, l'emprunt où le remboursement du capital et les intérêts sont fixés non en francs (dont la valeur baisserait avec l'inflation), mais en une certaine quantité d'une marchandise de la valeur la plus stable possible telle que l'or, certaines denrées, ou certains services (ou certaines monnaies libres, en droit ou en fait, à la valeur de ces marchandises), — fournit à la fois et le moyen de rétablir l'épargne et l'accumulation du capital. On se remettra à épargner dès l'instant où l'on aura la certitude de pouvoir conserver sans baisse de valeur ce qu'on aura économisé et prêté — et d'arrêter l'inflation, c'est-à-dire l'émission de faux billets de banque pour les besoins de l'Etat, car, grâce aux sommes qu'il recevra de ses prêteurs, l'Etat pourra faire face au déficit de son budget (si, tout au moins, celui-ci n'est ni trop des sommes exagérées) sans recourir à la presse à billets.

Aujourd'hui, en France, l'inflation a réduit la Dette de l'Etat à une valeur presque nulle sa continuation ne présente donc plus d'intérêt, aujourd'hui.

d'hui) l'épargne française est réduite presque à rien, et les prêts que l'on consent à l'Etat ou à ses institutions sont également réduits presque à rien, aujourd'hui, le déficit budgétaire annuel n'atteint pas de telles sommes que celles-ci dépassent ce qu'il peut être chaque année économisé et prêté à l'Etat, c'est donc le moment pour l'Etat d'effectuer des emprunts-or s'il veut sortir de l'impasse actuelle.

L'emprunt-or est un procédé facile et sûr, mais c'est un procédé honnête ! Or nos hauts fonctionnaires de la rue de Rivoli ainsi que nos « hommes d'Etat » se sont tellement installés dans la malhonnêteté depuis trente ans (2) qu'ils sont absolument terrifiés à la pensée de faire un emprunt honnête, un emprunt où l'on rembourserait vraiment ce qui vous a été prêté, un emprunt comme tous ceux qui ont été effectués pendant plus d'un siècle dans ce pays, alors que celui-ci était sous le régime de la monnaie-or, régime qui a permis, grâce précisément à l'honnêteté des emprunts qui en résultait, de procéder à la plus formidable accumulation de capital que l'histoire ait jamais enregistrée. Pour nos « techniciens » et nos politiciens, revenir à l'honnêteté serait, dit-on, la fin de tout et notamment une perte incroyable de « prestige », le prestige de l'Etat exigeant, paraît-il, non pas qu'il ne continue point à pratiquer la faillite insidieuse mais qu'il refuse de s'engager à ne point la pratiquer !

R. LOUZON

(2) C'est cette même malhonnêteté qui rend les mêmes gens si rebelles à accepter l'échelle mobile pour le salaire minimum. Ils acceptent de fixer aujourd'hui un certain salaire comme salaire minimum au-dessous duquel on ne peut point vivre, mais à la condition formelle que, par le jeu de la hausse des prix, ce salaire se mette à diminuer... et ne permette plus de vivre.

Jacques Duclos a le sourire...

Il a toujours le sourire dans sa « Démocratie nouvelle ». Nous aussi, nous sourions quelquefois, quand nous lisons sa revue qui ne contient pas que des amoncellements plus ou moins authentiques, et surtout, spirituels, mais s'il s'agit de « Chinoiseries » démodées de nos jours. On en a vu par cet extrait d'« Une économie nouvelle en Chine » de Ke Chai-lung (numéro de mars 1952), page 153. Pendant la période comprise entre la victoire sur le Japon, en 1945, et leur libération, les régions contrôlées par la Kuomintang furent littéralement inondées de produits américains de nécessité secondaire, tels que de l'étoffe, des produits en matière plastique, des cigarettes, des spécialités pharmaceutiques. (Ke Chai-lung n'a pas vu de gens qui crevaient dans les rues, faute de soins), du savon, de la pâte dentifrice des bas nylon, du rouge à lèvres et même du papier hygienique à senteurs désodorisantes, des Américains !

Et redevenons un peu sérieux. La même étude nous apprend (p. 154) que la production annuelle de la base, qui fut de 24,1 % en 1950, devait être portée, comme prévu, à 30,5 % en 1951. Voilà de l'éducation de masse ! Il est vrai que Mao Tse-tung est un amoureux involontaire. Et p. 154, que les importations de l'Union Soviétique et des démocraties populaires sur la Chine devaient passer de 21,21 % en 1950 à 26,03 %, en 1951. Kuo Mo-jo a pacifiquement dans un article de « Peoples China » cité par « Démocratie Nouvelle » de janvier 1952 à 70, nous dit que la création du mouvement national de donations, pour l'achat d'équipement lourd, a permis l'acquisition, jusqu'au 25 septembre 1950, de 2.481 avions (pas aux Américains, bien sûr, et en, ce ne sont pas des produits de nécessité secondaire !)

X. X. X.

(1) Voir « R.P. », art. 49.

Vingt ans de syndicalisme universitaire

On a lu dernièrement, dans les colonnes de *l'Ecole Emancipée*, une polémique assez vive entre Louis Bouët et Jean Cornec deux vétérans du syndicalisme des instituteurs. Présentant tous les anciens de la vieille Fédération de l'Enseignement Bouët avait naturellement consacré un article à Jean Cornec qui fut secrétaire fédéral de 1921 à 1923. Mais cette chronique se terminait sur le ton d'une « indigné plus », en fixant la limite de la carrière syndicaliste de notre ami Cornec à sa sortie de la Fédération. On pouvait prévoir une sévère réaction. Je n'envenimerais pas la querelle en précisant ici qu'au premier congrès du Syndicat national auquel ils participèrent en 1932, les deux représentants du Finistère, Allot et Cornec, prononcèrent « deux discours de réception » brutalement axés contre la collaboration et la bureaucratie réformatrice. En 1938, après la grève générale du 30 novembre, leur impitoyable sévérité à l'égard de tous ceux qui n'avaient pas suivi exactement le mot d'ordre syndical aboutit à ce paradoxe d'un militant « gréviste sur place », sanctionné à la fois par l'administration pour son interruption de travail et par le syndicat pour sa présence à l'école.

En 1940, la révocation arbitraire de Cornec s'inscrivit sur le même tableau de chasse que — n'importe — de Bouët, tandis que l'on arrachait Allot du grand port de pêche où l'attachaient tant de souvenirs émuissants et douloureux. Nos amis pouvaient dire non « nous avons vécu », mais nous avons tenu et maintenons.

Je voudrais cependant dépasser ce simple témoignage. Les jeunes que je rencontre restent indifférents à ces débats qui opposent des militants exceptionnels, en des querelles d'une pénible après. Il faut voir par-delà les hommes, à travers deux hommes, toute une ardente histoire, un grand mouvement que l'un et l'autre ont servi en s'accordant comme en s'opposant.

Rappelons-en brièvement les principales étapes (nous avons déjà traité cette question dans la R.P. de décembre 1948, dans l'article « La faillite du syndicalisme des fonctionnaires »).

FÉDÉRATION DE L'ENSEIGNEMENT ET SYNDICAT NATIONAL

Avant la guerre de 1914, la Fédération des amicales groupait la grande majorité des institutrices et instituteurs sous la protection de la loi de 1901. La Fédération des syndicats d'instituteurs (transformée en Fédération de l'Enseignement en 1919) refusait en marge de la loi, contre les gouvernements, les législateurs et les juges, une minorité fermente et tenace. Mais ce n'était pas là une opposition. En fait, la majorité des militants nationaux et départementaux des amicales, la majorité des élus du personnel acceptaient les formules syndicalistes et même adhéraient aux syndicats. D'autre part, pas mal de socialistes (même modérés) collaboraient avec des syndicalistes révolutionnaires dans la Fédération cégétiste. Le Manifeste des instituteurs syndicalistes de 1908, d'inspiration démocratique, comptait parmi ses signataires des hommes et des femmes dont les orientations déjà différentes se contrariaient et s'opposèrent rapide-

ment : Roussel et Clay, Gabrielle et Louis Bouët, Dufrenne (qui fit carrière dans l'antisindicalisme), Roux-Costadeau et Alexandre Blanc (bientôt députés socialistes) — deux des quatre parlementaires ayant voté contre les crédits de guerre, après Kienthal, Nègre (secrétaire du syndicat des instituteurs de la Seine, révoqué deux ans plus tard), Charles Joly qui fut conseiller municipal de Paris (socialiste, communiste, pupiste) d'autres qui animèrent plus tard les sections du Syndicat national.

En 1919, la démissionnisme provoqua un premier courant massif d'adhésions à la C.G.T. Les syndicats de l'Enseignement en profitèrent, leurs effectifs s'accrochèrent dans de fortes proportions, mais ce n'était toujours qu'une minorité relativement faible en face de la puissante Fédération des amicales. Celle-ci décida sa transformation en Syndicat national et demanda son adhésion à la C.G.T. Vote d'une majorité de militants qui se plaçaient fort en avant de la majorité des adhérents. Les syndicalistes n'entraînèrent d'abord qu'une minorité au Syndicat national qu'un groupe encore plus faible à la C.G.T. L'obligation de l'adhésion confédérale ne fut votée qu'au congrès de 1925, soit six ans après la transformation, trois ans et demi après la session confédérale de 1921.

Dépendant la Fédération de l'Enseignement avait gagné après la guerre en force morale autant qu'en force numérique, et ce renforcement-là fut plus profond et plus durable que celui-ci. Représentée longtemps par Lorient au Comité confédéral national, animée par une phalange de militants révoqués pour la plupart pendant la guerre et sous le Bloc national — les Bouët, Mélen Brion, Marthe Rigot, Marie et François Mayoux, Lucie Oullard, Marie Guillot, etc., elle avait rejoint dès 1915 la minorité zimmerwaldienne dressée contre la politique de guerre. Il fut impossible de régler la question de l'unité du syndicalisme universitaire au sein de la C.G.T. encore unifiée. Favorable au Syndicat national, hostile à la vieille Fédération, le bureau confédéral se révéla d'autant plus impuissant à résoudre le conflit qu'il avait déjà accompli la scission, en esprit. En période normale la fusion se serait opérée sur le plan national et sur le plan départemental, et — quoique minoritaires — les militants de la Fédération ne se seraient pas noyés dans la masse. Mais la politique confédérale pesait sur les débats. La Fédération rejeta toute adhésion globale des anciennes amicales, dont les membres furent invités à adhérer individuellement aux syndicats déjà confédérés. L'affaire fut réglée dans les plus mauvaises conditions possibles. A la scission, la Fédération (sauf un syndicat de professeurs mené par Zoretli) resta à la C.G.T.U. Le Syndicat national rejoignit la vieille C.G.T. Logique apparente, qui, par une simplification arbitraire, confondait deux phénomènes distincts. Les syndicalistes qui de 1905 à 1914, avaient « noyé » les amicales n'étaient pas solidaires a priori de la majorité réformatrice. Par un paradoxe étonnant Louis Roussel, Marthe Pichorel, Georges Lapierre qui dirigeaient le Syndicat national en 1921 et en 1935, au sein de la C.G.T., restaient jusqu'en 1929 adhérents à la Fédération, c'est-à-dire à la C.G.T.U.

PENDANT LA SCISSION CONFEDERALE

Le recul du temps permet d'apprécier aujourd'hui la gravité de cette scission entre les syndicalistes. Des deux côtés, l'évolution du syndicalisme universitaire suivit celle du syndicalisme ouvrier, avec une clarté dans l'expression qui fournissait à un historien scrupuleux des documents vivants. Du côté de la C.G.T. le Syndicat national est la chance inestimable de posséder en Louis Roussel un photo sage et ferme qui personnifia la permanence dans le mouvement. De tous les « grands » militants — ou qualifiés tels — que j'ai rencontrés, il reste peut-être le seul qui ne m'ait jamais déçu, car il a toujours tenu au-delà de ce qu'il promettait. Écrivant peu, détestant l'éloquence, il savait écouter, et surtout il a su choisir... les hommes et les moments décisifs. Il consumma la scission corporative en 1919, dans des conditions telles qu'il garda le contrôle d'une masse hostile au réformisme grâce à une phalange de militants. En 1925 la majorité des instituteurs et institutrices était confédérée. En 1932, sur tout le territoire on ne comptait plus qu'une déléguée du personnel antisindicaliste. Mais, résultat plus important encore, le S.N. fut peut-être la seule organisation de la C.G.T. où le renouvellement et le rafraîchissement des cadres se opérèrent normalement, complètement, sans que le heurt des générations troublât sérieusement la vie syndicale. Enfin Roussel refusa jusqu'à la retraite d'abandonner son école comme il refusa — avec quelle brutalité ! — le boche de la Légion d'honneur. À l'issue de sa carrière syndicale, en 1909, il s'indignait en ces termes de la présence d'un député ex-instituteur à la tribune de la Fédération des amicales : « Roux-Costadeau, passe encore. Il a été révoqué il fallait bien qu'il se place quelque part. Mais toi tu as écrits un million de pages. Tu l'as abandonné pour un métier de z... et tu voudrais remonter parmi nous ! ». En 1932 à Clermont-Perrand, au banquet d'adieux qu'on leur offrit à Clay et à lui, il lança à un public où figuraient quelques personnages officiels : « Votre caducée... Il me rappelle la mort offerte à Eugène Varlin par ses camarades d'acier que les Versaillais lui volèrent après l'avoir assassiné ! ». Quand un homme est capable, après vingt-sept ans d'activité corporative et syndicale, d'une telle fraîcheur d'âme, c'est que l'action qu'il a menée ne l'a pas corrompu.

Ce fut donc une erreur de classer simplement les militants du S.N. dans la tendance dite réformiste. D'autant plus que personne ne pouvait concevoir sérieusement en 1932 que l'action directe fût possible pour la défense des intérêts corporatifs des enseignants. Il s'agissait donc d'une affirmation doctrinale, d'un syndicalisme révolutionnaire d'affinités qui ne convenaient qu'à des militants sélectionnés. Que ceux-ci aient trouvé dans la C.G.T.U. de 1921 leur climat, l'expression de leurs généreuses ambitions, on ne s'en étonnera pas. Comme on ne s'étonnera pas de la dissocation, en plusieurs étapes, du groupe qui s'était constitué sur la triple base : du syndicalisme de 1906, de l'opposition à la guerre, de l'adhésion enthousiaste à la Révolution bolcheviste.

Dirigée par Bouët, la majorité de la Fédération demeura de 1922 à 1929 liée à la direction d'abord communiste, puis bolcheviste de la C.G.T.U. Cependant que Cornet (du Finistère), Thomas (de l'Indre), Marie Guillot (de Saône-et-Loire) entraînaient la minorité syndicaliste révolutionnaire.

En 1924 la bolchevisation de l'Internationale Communiste se prolongea naturellement dans la C.G.T.U. Groupés autour de Monatte, Rosmer Louzon, nous fondâmes la Révolution prolétarienne en 1925, et nous rattachâmes en même temps, au syndicat unitaire de la région parisienne, avec

ceux qui après avoir rejoint la « direction » du S.N. du pas les syndicalistes.

Dans une déclaration de juillet 1929, que signèrent Marthe Bigot, Quétiavaine, Blatte, Noëly Duros, mon épouse, trois d'entre nous, Pierre Pichore, R. Pichore, Ferdinand Lomo, après avoir été l'objet d'une adhésion collective, nous déclarâmes :

« Un secrétaire de la C.G.T.U. du fait qu'il est investi de la confiance d'un congrès, et pour la durée de son mandat, ne l'appartient plus dans son action publique. Il est pour un temps la C.G.T.U. et il ne doit engager politiquement celle-ci que dans les limites mêmes où s'est engagé le congrès souverain. Le syndicalisme de secte qui a fait de la C.G.T.U. un instrument de la direction de la C.G.T.U. à exécuter purement et simplement des mots d'ordre malencontreux du P.C., non acceptés au préalable par les syndicats et qui ont porté le plus grand tort au mouvement ouvrier. »

Nous avions donc naturellement rejoint la première minorité et nous nous sommes groupés au sein de la Ligue syndicaliste — fondée en 1928 — liée par une solidarité que rien n'a pu affaiblir jusqu'à la guerre. Mais d'accord avec nous contre la direction de la C.G.T.U. Cornet ne se distinguait pas de Bouët dans son hostilité au Syndicat national, où la brillante éloquence de Clay — fortement marqué par la franc-maçonnerie et engagé dans la politique de gauche — détournait de l'effort discret et plus profond de Roussel et de Maurice Pichorel.

Cependant, dans la Loire où les aventuriers de la bolchevisation meurtrissaient un prolétariat à fortes traditions révolutionnaires, dans le Rhône où la direction de la C.G.T.U. avait signé d'une pédagogie libertaire au sens le plus noble du terme les prodromes et les séquences de la bolchevisation provoquant d'irréductibles réactions. Menés là par Baldael, Brun et Boyer, ici, par Léger et Fontaine, les syndicalistes de la Loire et du Rhône abandonnèrent la Fédération, se réunirent dans l'autonomie, enfin rejoignèrent le Syndicat national.

Jusqu'en 1929, les dirigeants de la Fédération ne sentaient pas d'incompatibilité entre leur fidélité à Monatte et leur attachement aux plus hautes valeurs morales. On peut reprocher à des hommes comme Bouët, Dommenget, Bernard (du Rhône), Rodé, d'avoir trop longtemps subi les contraintes de leur loyalisme commandant *right or wrong my country*. On n'a jamais pu leur reprocher de s'être associés, par esprit de parti, à des mutilations et des falsifications qui auraient empoisonné l'avenir. Bernard, en particulier n'a jamais cessé de réagir, au nom de la morale rationnelle et humaine, contre l'amoralisme des pré-staliniens. Rien de commun entre ces hommes de haute conscience, et les intellectuels en uniforme dont le prestige cautionne les pires attentats contre l'esprit humain.

Sans doute les bolchevistes de l'appareil, trop contents de garder une Fédération universitaire dans leur C.G.T.U., les méningèrent-ils aussi longtemps que possible. En 1929, le silence ne suffisait plus. Il fallait une adhésion explicite au conformisme stalinien. Il fallait surtout placer à la tête de la Fédération des gens prêts à toutes les besognes. Le 15 mai 1929, le statut fut voté par 15 voix contre 10. On n'a jamais pu leur reprocher de s'être associés, par esprit de parti, à des mutilations et des falsifications qui auraient empoisonné l'avenir. Bernard, en particulier n'a jamais cessé de réagir, au nom de la morale rationnelle et humaine, contre l'amoralisme des pré-staliniens. Rien de commun entre ces hommes de haute conscience, et les intellectuels en uniforme dont le prestige cautionne les pires attentats contre l'esprit humain.

Quimper pour déchaîner l'agitation des jeunes et isoler dans l'opprobre nos amis du Finistère. Le bureau de la Fédération ne céda pas. Pour la première fois, au congrès de 1929, il se sépara de la fraction communiste, qui mena contre lui pendant l'année suivante une guerre impitoyable. Au congrès de 1930, après quatre journées de sabotage intense, la séance à 4 heures du matin vit les staliniens bousés sur les tables, vomissant d'ignobles injures sur Bouët Bernard, Dommanget, Rolik Aulas et Serret.

Or dans le même temps nos amis de la Loire animaient le congrès du Syndicat national dont le bureau ne toléra pas la censure du bureau confédéral. Jouhaux réagit au Comité national confédéral par une furieuse diatribe contre les instituteurs en général.

DANS L'UNITÉ RECONSTITUÉE

On espérait à ce moment-là que le syndicalisme ouvrier pouvait retrouver son unité dans l'indépendance, en rompant avec les deux politiques contraires qui l'avaient vidé de sa substance et de son originalité propre. La campagne pour l'unité syndicale, déclenchée par vingt-deux militants confédérés, unitaires et autonomes, si elle n'ébranla pas les deux appareils antagonistes, éveilla une audience sympathique au sein du Syndicat national où l'on n'avait pas connu les déchirures de la saison, où le bureaucratisme — au reste assez faible — n'avait pas le caractère de « l'instinct de conservation » des places. Tout commandait le rapprochement des deux organisations syndicales. La majorité de la Fédération se rendit au contraire dans un superbe isolement. Ni la lutte contre la défection de 1932 à 1934, ni la nécessaire opposition aux tentatives fascistes de 1934, ni les rassemblements antifascistes de 1935, ni le tournant du P.O. et de la C.G.T.U. acquis à l'unité sur l'ordre de Moscou, ni la rétenton de l'unité syndicale en 1936, n'atténuaient cette hostilité intrinsèque au Syndicat national. Le nom de la Fédération disparut, la fraction demeura sur la même position, groupée autour des mêmes hommes, minorité inamovible et inassimilable, dans l'organisation unifiée.

Les mêmes hommes, sauf un Jean Rollo du Morbihan, qui, dès 1926, avait compris qu'une véritable dévotion syndicaliste ne se conçoit pas hors de la majorité de la corporation. L'influence de la gauche du Syndicat national entraînait déjà les militants de la Ligue syndicaliste, las d'une lutte de tendances stérile et sentant leurs troupes prêtes à rompre tout contact avec les robots attaliés.

En 1932 les syndicats unitaires du Finistère avec Cornec et Aliot de l'Indre avec Thomas et Baledent en entrèrent au Syndicat national où Rolfo les rejoignait en 1934 avec la majorité du syndicat du Morbihan. En 1933, Cornec entra au bureau du Syndicat national où il retrouvait Baldacci, où Rolfo entra à son tour en 1935. Il faudrait une autre étude pour apprécier l'influence qu'ils y exercèrent. Il suffirait de relire les comptes rendus de nos congrès, et surtout les articles que la presse bourgeoise — de toutes couleurs — consacrait à notre action. L'irritation des bellicistes, la haine des hommes de Vichy, l'hypocrite condescendance ou le zèle épurateur des profiteurs de la Libération — voilà des preuves singulièrement éloquentes de l'efficacité de notre effort, voilà qui justifie devant l'histoire l'attitude de Cornec, comme la faillite de la ponctique d'union sacrée avait justifié l'attitude de Bouët, pendant l'autre grande guerre.

UNE ACTION ET UNE ATTITUDE

Deux hommes, avons-nous dit, qui ont personnifié deux tendances. On s'abuserait en expliquant leur opposition par les éléments ordinaires du conflit entre les réformistes et les révolutionnaires, entre les communistes et les syndicalistes purs. M. Cornet et Bouteiller ne se classent aussi facilement

Le problème essentiel se pose ainsi : peut-on concevoir un syndicalisme universel de masse, c'est-à-dire capable d'action directe ?

Si Cornée a répondu affirmativement, ce n'est pas par parti pris idéologique. C'est tout simplement parce que le syndicat du Finistère animé par Josette et Jean Cornée et leur équipe a mené la défense laïque comme une action directe, authentique à laquelle participent tous ceux qui voulaient résister c'est-à-dire la majorité des instituteurs et institutrices du département. En pays breton, l'Elat et ses partis provoquent toujours une méfiance instinctive. En face d'une section du Syndicat national trop accrochée à l'administration officielle, hors de l'appareil d'un parti dit révolutionnaire, il fallait mener contre l'Eglise et les forces réactionnaires une inlassable guerre d'usure, où l'initiative du maître isolé avait infiniment plus d'importance que les résolutions des assemblées. L'spontanéité reste le moteur de l'action directe et le principe de l'indépendance. Le syndicat du Finistère de 1919 à 1931 mène de front la défense laïque, l'opposition à l'administration, la résistance à la bureaucratisation. On lui doit d'avoir en une

tiens de gauche et d'extrême-gauche — igno- que — ont pu être entendus non seulement dans les villes, mais dans les plus petits villages de pêcheurs et de paysans. Ils le doivent aux instituteurs syndicalistes.

Que le syndicat du Finistère ait préféré en 1932 annuler une majorité encore incertaine, plutôt que prolonger des débats aux conclusions invariables, c'est dans la logique même de son mouvement. Il est entré au 5 %, tel qu'il était et qu'il est demeuré. Ce n'est pas par hasard que les syndicalistes du Morbihan ont milité pour rejoindre ceux du Finistère, par-dessus de vieilles querelles doctrinales. C'est parce que leur expérience de la défense loi-que efficace confirmait celle de leurs voisins.

Bouët appartient également à un département de l'Ouest, où la défense laïque s'impose comme une nécessité quotidienne. L'action directe fut-elle moins rentable dans cette zone de l'intérieur où l'on ne sent pas l'influence maritime ? Faut-il voir dans cette situation

sur les staliniens. Mais s'ils doivent beaucoup à Boulet, celui-ci ne leur doit rien. Il suffit de le lire pour s'apercevoir que ses propos, par leur inspiration et leur style, n'ont rien de commun avec l'indigeste prose des « bolchevistes-léninistes ». Etait-il d'ailleurs fondamentalement hostile à l'unité ouvrière, afin de maintenir le syndicalisme révolutionnaire en sa pureté ? A lire le discours qu'il prononça au premier congrès de la C.G.T.U. (Saint-Etienne, 1922), on se convaincrait du contraire.

La renaissance du syndicalisme

Les tâches du Cercle Pelloutier

Il n'est pas besoin de déclaration de principes spéciale. Celle de la Ligue syndicaliste nous suffit. Le Cercle Pelloutier se regarde d'ailleurs comme le premier de ces cercles syndicalistes que préconise la Ligue. Son ambition, c'est que naissent d'autres cercles pareils, par industrie et par grand centre. Ainsi se trouverait pratiquement constituée la Ligue syndicaliste.

Le Cercle Pelloutier entend procéder à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés aujourd'hui devant le mouvement ouvrier.

Il est nécessaire d'établir le bilan sérieux des nationalisations, de la Sécurité sociale, des conventions collectives, des comités d'entreprise.

En même temps, examiner le problème de la gestion par les travailleurs à travers l'expérience russe, espagnole, anglaise, allemande, yougoslave.

Pour cela, le Cercle a besoin de la collaboration fraternelle de nombreux camarades appartenant à toutes les corporations, tant à Paris qu'en province, tant en France que dans les autres pays.

Le Cercle Pelloutier participera dans toute la mesure où il le pourra aux luttes qui s'imposent.

C'est dans cet esprit qu'il prend position sur l'affaire Villers-Mathot-Bedes par une déclaration.

Le Cercle Pelloutier s'efforcera de rendre sa place et son élan à la rubrique « La Renaissance

du Syndicalisme » dans la « R.P. ». Il apportera à la revue les études qu'il aura faites. Il tâchera de dépouiller et rendre compte pour elle de ce qui paraît de sérieux sur le mouvement ouvrier, contribuant ainsi à alimenter la rubrique des « Livres, brochures et revues ».

Diverses brochures sont en projet. L'une sur l'Ecole russe, l'autre sur un point d'histoire qui paraît oublié : comment, en 47 la France a échappé au sort de la Tchécoslovaquie.

Voilà les tâches que s'est fixées le Cercle Pelloutier. Elles ne sont pas terriblement ambitieuses. Néanmoins pour les réaliser, il a besoin d'un effort collectif sérieux. Pour ces tâches, on embauche tous ceux qui sont prêts à en mettre un coup.

Le Comité provisoire

F. CHARBIT, DI BOIS, A. V. JACQUET

LE BOT, LUCIEN MARTIN, NOLINIER,

P. MONATTE, T. PEYRE, P. RUPP

U. THEVENON, G. WALUSINSKI

Siège du Cercle : 31 rue de la Fontaine-au-Roi, Paris-11. (OBE 56-95).

Envoyez les adhésions au secrétaire provisoire, Walusinski (au siège du Cercle), les cotisations (1 000 francs par an en une ou plusieurs fois), au trésorier, Molinier ou par virement au compte courant postal du Cercle, C.C.P. Paris 461-11.

LE SCANDALE VILLERS BEDES

Question de propreté, question de principe

L'affaire Villers-Mathot-Bedes revient pour la seconde fois devant certains organismes supérieurs des syndicats. Partant, devant l'opinion syndicale.

Il nous paraît nécessaire d'attirer au-dessus l'attention des militants syndicaux de tout ordre, de ceux qui sont chargés de fonctions dans les syndicats, les unions départementales, les fédérations professionnelles, comme de ceux qui, à l'atelier ou chantier, au magasin, au bureau, tiennent tête aussi bien au patronat qu'aux ataviques, constituant ainsi l'armature solide du mouvement syndical. Ceux de province comme ceux de la région parisienne. Tous ont besoin d'être alertés.

Il s'agit d'une affaire grave. Il y a deux ans un étouffement s'est produit. Il ne doit pas se renouveler. Un abcès se vide, sinon c'est tout l'organisme qui est condamné à l'infection.

Les faits sont connus. Divers organes les ont relatés. La situation a été dénoncée par Giselaire (Services publics) au congrès F.O. de 1950, par Richou (U.D. de la Gironde) au Comité confédéral qui suivit, par Lapeyre (Travaux publics) à la Commission exécutive, d'où il fut amené à démissionner pour protester contre un premier étouffement.

Les articles qu'il a donnés dans la R.P., ces deux derniers mois ont fait rebondir l'affaire.

Quelques aventuriers, sous le couvert d'une solide agence de publicité, mènent une entreprise de corruption de la presse corporative et des milieux syndicaux, et cela pour le compte de M. Villiers, le président de l'organisation du patronat français.

Il fut un temps où, devant une pareille situation, il n'y aurait eu qu'un cri dans tout le mouvement syndical, depuis le militant le plus réformiste jusqu'au plus révolutionnaire. Pas de ça chez nous !

Il faut croire que ce temps n'est plus, que les hommes ont changé, que les mœurs les plus sales des politiciens politiques ont gagné nos milieux et que nous possédons maintenant une couche de politiciens syndicaux qui ne le cèdent à personne en fait de cynisme.

Les aventuriers en question usent de plusieurs moyens : de la menace contre ceux qui osent se dresser contre eux, de la poussière dans les yeux avec ceux qui essaient de comprendre de quoi il s'agit, de la grande philosophie pour les nigauds, leur disant qu'on va repenser le syndicalisme, comme si le mouvement les avait attendus pour tâcher d'adapter ses moyens et ses méthodes aux problèmes nouveaux.

Hier ils recouraient au chantage, conseillant de ne pas spéculer sur certaine immunité personnelle, menaçant de poursuites devant les tribunaux. A qui croyaient-ils donc avoir affaire ? Aujourd'hui, continuant à le faire à l'entour, ils menacent de sortir des dossiers. Qu'ils se dépêchent donc de les sortir !

Les aveugles, ou les aveuglés par nos aventuriers, sont au moins de deux sortes : les aveugles volontaires, parfois très huppés, qui vont jusqu'à dire que ces opérations de publicité sont tout à fait normales et saines, alors que ce ne sont que de vulgaires opérations de corruption, et qu'ils le

savent, les aveugles à qui on a brouillé la vue par poudre ou poussière, et qui ne peuvent admettre que tant de mal soit possible, qui pensent que tout doit pouvoir s'expliquer autrement, qu'il ne faut pas fournir d'armes aux staliniens, comme si la meilleure arme à leur fournir n'était pas d'accepter la pourriture chez nous, qu'il ne faut pas se chauffer dans une maison encore fragile, alors que la maison serait sûrement inhabitable si de telles impurs s'y installaient.

Vous n'avez pas le droit, ajoutent certains, de vous occuper de ce qui se passe chez nous - la Confédération elle-même n'a rien à voir dans notre Fédération. Comme si la Confédération la plus fédéraliste n'aurait pas le droit de dire à une Fédération gangrenée par le patronat que sa place se serait pas à côté des autres Fédérations ouvrières. Comme si les syndicats n'auraient pas à s'occuper de ce qui se passerait dans leur Fédération.

Comment assurer, en des temps difficiles, les charges de fonctionnement, de propagande et de presse ? Peut-on refuser tout appui d'une organisation syndicale pour ? Non, bien sûr. Mais, en l'occurrence, c'est d'une organisation non pas pour mais contre qu'il s'agit.

Ce sont les syndicats qui doivent faire vivre leurs syndicats. Par leurs cotisations, par leur activité, par toutes sortes d'efforts. Une presse syndicale moins médiocre, proprement faite, ouverte à certainement ses frais. Un appareil syndical doit correspondre aux moyens de l'organisation. Il est sûr que des militants véritables, animés par l'esprit syndicaliste, faisant confiance à la classe ouvrière — et non au patronat ou au gouvernement — obtiendraient des résultats infiniment meilleurs. Un mouvement sain ne se bâtit pas avec des maîtres nuls.

Et nous étions incapables de gérer proprement nos organisations, comment pourrions-nous revendiquer la gestion de l'économie de ce pays et parler de révolution ?

Occupez-vous un peu plus des staliniens et un peu moins des autres, dit-on encore. Comme si nous avions attendu ces aventuriers pour nous occuper des staliniens. Voilà longtemps que nous leur tenons tête. Nous avons qu'on ne peut répondre aux stalinistes qu'en restant fidèles aux principes révolutionnaires. Les attaquer du point de vue bourgeois et capitaliste, c'est les renforcer.

Pour nous, en l'occurrence, il ne s'agit ni d'une querelle d'hommes ni d'une lutte de tendances. Il s'agit d'une question de propriété. Nous ne comprenons pas que cela ne saute pas aux yeux de l'immense majorité des militants, à quelque tendance qu'ils se rattachent.

C'est aussi une question de principe. Tout le monde, au moins en paroles, se réclame de l'indépendance syndicale. Comment oublier qu'elle existe en tout premier lieu, avant même l'indépendance à l'égard des gouvernements et l'indépendance vis-à-vis des partis politiques, l'indépendance à l'égard du patronat ? Dans les discussions péroratoires d'hier et d'avant-hier, sur le millénarisme ou sur la liaison avec les partis, il n'était jamais parlé de l'indépendance à l'égard du patronat ? Mais parce qu'elle était, de soi, Toutes les tendances étaient d'accord sur ce point. Avouez qu'il est triste d'être oublié de le dire aujourd'hui.

Est-ce une tardive conséquence des habitudes de la Résistance où des gens plus ou moins scrupuleux jonglaient avec les millions ? Probablement.

En tout cas, avec de telles pratiques, l'organisation syndicale perdrait sa pleine liberté, sa pleine responsabilité, elle perdrait toute dignité : elle ne serait plus une organisation libre.

C'est ce qui donne au scandale Villiers-Mathot-Bedes toute sa gravité. Pour nous il s'agit d'une question de propriété et d'une question de principe.

Nous espérons n'être pas seuls à le comprendre et à le faire comprendre.

LE CERCLE PELLOUTIER

Propreté d'abord !

Permettez-moi de féliciter la Révolution ~~française~~ pour la campagne de subrils qu'elle a entreprise et que Roger Lapeyre situait récemment avec précision.

Si est triste de constater le peu de réaction des syndicats lorsqu'on évoque ces problèmes. Il

[The page contains extremely faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side.]

role de porter atteinte à l'organisation.

11

Ces recommandations ne relèvent pas seulement du chanage, elles constituent autant de grossiers sophismes qui ont stupéfait de trouver sous certaines plumes.

Outre que les adhérents Foras Ouvrière n'ont ja-

L'Histoire ne dispensera jamais les hommes
de la vigilance et de la probité individuelles.
Et le Miroir moral de la société de demain
sera la hauteur morale des cons-
cruelles dans la classe

Jean JAL RES

Une organisation que le ver rouge n'est pas un
ion solide Oardons-

[illegible]

Qui sait, il y a tellement, dans leurs rangs, de bolcheviques qui signorent sous un anticommunisme de façade ou de profession, que toutes les suppositions sont permises.

En tout cas, le monde ouvrier s'avait intérêt à rechercher quel rôle véritable ont joué et quel des-

sont faites les introduceurs et démarcheurs dans les syndicats, de « l'inquietant personnage » du « B.E.D.E.S. » dont parle Lapeyre

F e 14

S. 10

r

Charles SALENCON

— Les divers syndicats et autres autonomes n'appartenant pas aux trois centrales marquent un recul de 20,5 %. Ils ont obtenu en 1950 10,6 % des suffrages exprimés.

— Le Comité de défense des inspecteurs assure un recul d'environ 50 %.

— Le syndicat féminin (contrôleurs A.P., surveillantes) qui se manifeste pour la première fois en 1950, obtient 15 %, les suffrages de sa catégorie.

Le syndicat des cadres rattaché à la C.G.C. n'a obtenu que 10,5 % en 1950. Il a cherché les cadres administratifs s'attaquant à d'autres catégories de cadres.

500 voix chez les receveurs et les inspecteurs des recettes.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Le syndicat chrétien qui obtenait, en 1950 20,5 % des suffrages exprimés.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

La fédération postale C.G.T. reste, dans une Administration où elle n'avait que peu d'influence.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il faut l'avouer sur les points de vue de l'Administration.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

	CGT.	F.O.	Chrétiens
Cadres et agents du Service général	7.168	6.180	5.804
Facteurs	6.753	1.898	1.148
Ouvriers des lignes	1.363	1	16
Totaux	35.290	8.079	7.168

On enregistre dans cette région les résultats les plus importants de la Fédération Syndicale des services des télécommunications la C.G.T. et chez les inspecteurs, catégorie qui pourtant s'est particulièrement hostile aux communistes.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Il y a eu une certaine déception chez les cadres administratifs, mais ils ont obtenu 10,5 %.

Rene MOLINIER

Voilà dans le RI le texte de la lettre adressée à la Fédération Syndicale des services des télécommunications la C.G.T. et chez les inspecteurs, catégorie qui pourtant s'est particulièrement hostile aux communistes.

NOTA : Le groupe des militants communistes qui n'admet pas les abandons syndicaux et moraux des dirigeants actuels de la Fédération Syndicale des P.T.T. va continuer la lutte par une action d'une plus large envergure. Le combat sera difficile mais il doit être gagné. A tous ceux qui veulent apporter leur concours à l'œuvre de redressement nous demandons d'entrer en liaison avec notre camarade Molinier ou recourir son courrier au siège de la Fédération postalière.

Une défaite stalinienne aux élections du S.N.I.

L'élection des membres du bureau du S. N. des instituteurs a été un échec crucial pour les stalinien. Dans onze départements seulement leur liste, celle de Clauzet, le héros de la dérobade de la Loire, a obtenu la majorité.

Trois listes étaient en présence : celle d'Aigueperse pour le bureau sortant, celle de Clauzet pour les stalinien, celle d'Issartel pour l'Ecole Emancipée. Voici les résultats de ces onze départements.

Les Hautes-Alpes, 57 voix à Clauzet, contre 54 à Aigueperse et 9 à Issartel.

Les Bouches-du-Rhône, 443 voix à Clauzet, contre 25 à Aigueperse et 84 à Issartel.

La Corse, 186 voix à Clauzet, 0 à Aigueperse et 0 à Issartel.

Les Côtes-du-Nord, 181 voix à Clauzet, contre 135 à Aigueperse et 14 à Issartel.

La Haute-Garonne, 156 voix à Clauzet, contre 52 à Aigueperse et 52 à Issartel.

Le Lot-et-Garonne, 140 voix à Clauzet, contre 60 à Aigueperse et 20 à Issartel.

Haute-Loire, 100 à Clauzet, contre 80 à Aigueperse et 40 à Issartel.

La Mayenne, 285 à Clauzet, contre 45 à Aigueperse, 0 à Issartel.

La Haute-Savoie, 169 à Clauzet, contre 54 à Aigueperse et 17 à Issartel.

La Vienne, 100 voix à Clauzet, contre 20 à Aigueperse et 30 à Issartel.

Enfin le Maroc, 160 à Clauzet contre 144 à Aigueperse et 15 à Issartel.

Sur ces onze départements combien devraient se réjouir d'ici l'an prochain si nos camarades voulaient s'en donner la peine ? Plus de la moitié certainement.

Clauzet le sent tellement qu'il est à la recherche du moyen de retourner la situation. Il croit l'avoir trouvé. Au lieu de listes de tendance, une liste unique.

C'est par la liste unique que des résultats mer-

veilleux ont été obtenus. C'est par la liste unique que des résultats merveilleux ont été obtenus. C'est par la liste unique que des résultats merveilleux ont été obtenus.

Les incidents de Melun

Le 17 mars dernier étaient en grève depuis 3 ou 7 semaines la majeure partie des ouvriers de l'usine de Melun.

Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves.

Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves.

Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves.

Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves.

Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves.

Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves.

Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves.

Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves. Les incidents de Melun ont été très graves.

Rien, les syndicalistes n'ont rien fait. C'est à nous faut bien marquer que si un patronat de combat c'est bien le mot il voulait faire, avec une dextérité toute militaire, le jeu des stalinien, il ne s'y prendrait pas autrement.

Après la grève l'échauffourée. Les directeurs, bouclés pour la nuit dans leur camp, avertissent les autorités. Le préfet vient, en compagnie des patrons. Après le préfet, les C.R.S. bagarres, bombes lacrymogènes. Résultat : 8 grévistes et 10 C.R.S. sont écharpés. Les grévistes saccagent le bureau du directeur.

Le matin, puis l'après-midi, grandes manifestations en ville, conduites par le député stalinien Gauthier. A noter que l'état-major stalinien ou crypto-stalinien local fait tout ce qu'il peut pour gonfler l'affaire.

Et après l'échauffourée, l'accident. L'accident à propos duquel les journaux mensongiers de langue française ont conduit une des plus incroyables pour qui ne connaît pas les osseux.

L'Humanité parle de « camions américains venus soutenir les vagabonds C.R.S. », et les murs de Melun sont encore couverts d'affiches « P.C. et C.G.T. clamant qu'un ouvrier français a été « dé- »

voilé, naturellement, les « patriotes » à chasser les « étrangers ». C'est bonfion. Et tragique. L'humble v. que nous empruntons à un journal local fort modeste, est la suivante.

Deux camions américains qui viennent du centre de la ville et se dirigent vers Fontainebleau. Le premier parvient à se garer. Le second est moins heureux, car la foule est devenue plus dense.

Soudain, on entend des cris : « U.S. go home ! ». Des manifestants brandissent des pancartes, les vitres du camion volent en éclats. Le chauffeur qui se trouve à l'intérieur du camion s'embraye à la hâte sur l'accélérateur. Le camion monte sur le trottoir.

Le camion s'arrête. Un manifestant a bondi en avant. Il veut sauter sur le marchepied, mais le chauffeur le repousse. Il tombe et l'arrière du camion l'écrase contre le mur.

Le lendemain, on apprend que le chauffeur du camion américain a été tué. Le soldat qui l'accompagnait a été blessé. Le pauvre type est mort. On a pu sauver la colonne vertébrale.

Le lendemain, on apprend que le chauffeur du camion américain a été tué. Le soldat qui l'accompagnait a été blessé. Le pauvre type est mort. On a pu sauver la colonne vertébrale.

Le lendemain, on apprend que le chauffeur du camion américain a été tué. Le soldat qui l'accompagnait a été blessé. Le pauvre type est mort. On a pu sauver la colonne vertébrale.

Le lendemain, on apprend que le chauffeur du camion américain a été tué. Le soldat qui l'accompagnait a été blessé. Le pauvre type est mort. On a pu sauver la colonne vertébrale.

Le lendemain, on apprend que le chauffeur du camion américain a été tué. Le soldat qui l'accompagnait a été blessé. Le pauvre type est mort. On a pu sauver la colonne vertébrale.

Le lendemain, on apprend que le chauffeur du camion américain a été tué. Le soldat qui l'accompagnait a été blessé. Le pauvre type est mort. On a pu sauver la colonne vertébrale.

Le lendemain, on apprend que le chauffeur du camion américain a été tué. Le soldat qui l'accompagnait a été blessé. Le pauvre type est mort. On a pu sauver la colonne vertébrale.

Le lendemain, on apprend que le chauffeur du camion américain a été tué. Le soldat qui l'accompagnait a été blessé. Le pauvre type est mort. On a pu sauver la colonne vertébrale.

Le lendemain, on apprend que le chauffeur du camion américain a été tué. Le soldat qui l'accompagnait a été blessé. Le pauvre type est mort. On a pu sauver la colonne vertébrale.

Le lendemain, on apprend que le chauffeur du camion américain a été tué. Le soldat qui l'accompagnait a été blessé. Le pauvre type est mort. On a pu sauver la colonne vertébrale.

OUDIS.

PETITES NOTES

La prime du « bon soldat »

Il est de règle maintenant pour le patronat qu'une fiche de salaire doit être incompréhensible. Primes de cœl, prime de cœl, viennent s'ajouter au salaire brut. Histoire d'embrouiller et surtout de diviser les ouvriers.

Le Cartel des syndicats libres de la Métallurgie parisiens procède en ce moment à une enquête sur les conditions de travail et de salaire dans les usines d'automobiles.

Il a trouvé que dans deux usines d'automobiles il existe une prime du « bon soldat ».

Quel rapport peut-il bien y avoir avec le travail, fourni et qu'il faut rémunérer ?

Vous croyez, Clauzet, que ça peut prendre ?

Près à engagerment fait, dans la R.P. de février de publier la lettre de Clauzet, par laquelle le chef syndical des instituteurs se défait lamentablement.

Après avoir proposé le débat sur les manuels scolaires, Clauzet a écrit :

« Pas sans faire un tonnerre du diable ».

Clauzet évoque une soi-disant impossibilité de discuter des textes en un temps aussi court. Mais ? Il s'agit d'uniquement de savoir si les textes proposés étaient vrais ou faux.

Il n'accepte pas cette réunion mais il en propose une autre sur « quelques aspects essentiels de l'Union Soviétique liés à la vie de nos écoles ».

Une déshabitude, c'est dur à avouer. Clauzet n'avoue pas. Les faits, eux, achèvent pour lui.

Les lunettes de Bevan

Bevan le chef de la gauche travailliste, a déclaré le dimanche 16 mars à Jarrow (Durham) que « l'Union soviétique n'a pas l'intention d'engager une guerre mondiale, et les Etats-Unis manquant des qualités nécessaires pour diriger le monde sont en train de causer au monde occidental plus de mal que Staline ne pourrait le faire ».

Or Bevan a-t-il vu que Staline — sans parler de l'Union soviétique qui n'existe pas, les soviets étant morts depuis belle lurette — n'avait pas l'intention d'engager une guerre mondiale ?

Avec que les lunettes a-t-il regardé les événements internationaux de 1945 à ce jour ?

Merci aux traducteurs !

Les textes multilatéraux des manuels russes dénoncés par les instituteurs de la Loire ont été traduits par plusieurs personnes, dont le camarade La « ».

Ah ! oui, ont dit les staliniens de la Loire, ce Laratchevitch qui fut expulsé de Russie pour sabotage ! Rien de moins.

Le cas de Laratchevitch donna lieu avant 1920 à de multiples démarches à l'ambassade russe de Paris et de protestations de syndicats.

Jamais alors il ne fut question de sabotage.

Laratchevitch était un oppositionaliste simplement. A un moment où une oppositionnelle avait encore la chance d'être expulsée du pays du socialisme. Quelques années après il n'y aurait pas eu de l'expulsion par le revolver dans la nuque.

Un nouveau Comité des 22 ?

L'autre dimanche à la conférence de la R.P. sur les perspectives de l'unité syndicale en S.F. Froideval émettait la proposition d'un nouveau Comité des 22.

La proposition venait-elle à son heure ? On pourrait en discuter. Existait-il à la C.G.T. des militants représentant autre chose qu'eux-mêmes pour former une liste d'un tel comité ? De même à F.O. De même à la C.F.T.C. De même dans les diverses organisations autonomes. De même à la C.G.T.I., l'organisation à laquelle appartient Froideval.

L'idée lancée par Froideval — et plus ancienne —

ment par Lefranc — est proprement douchée dans Travail et Liberté, l'organe de la C.G.T.I. du 15 « ».

Un grand article « Les mouches du coche » de Ouseux-Bolin-Labague régle son compte au Comité des 22 d'il y a vingt ans. Et par là sans doute au nouveau préconisé par son ami Froideval.

Encore quelque chose qui n'est pas neuf.

Il est vrai que, sûr ou pas sûr on verrait mal un ex-sécrétaire de la C.G.T. qui signait comme ministre la dissolution de la C.G.T., faire partie d'un nouveau Comité des 22.

La « R.P. » aime la vérité

« L'exemple d'un travail d'équipe nous est fourni par la Révolution prolétarienne. Rayon proprement syndicaliste, « syndicalisme révolutionnaire » précisément, elle fut longtemps l'expression d'une sorte d'école. On disait alors de tel militant : il est révolutionnaire prolétarien. Une telle épithète n'avait guère de sens aujourd'hui. D'autres classifications

ne comprennent plus et que ne s'il y a d que mo ».

« Alors des créations comme la R.P. font un danger. Ce n'est de vouloir se singulariser à tout prix, coûte au détriment de la valeur des idées ou par l'ai-

« Critique critique où tout dépend en définitive de la conscience et de la grandeur des hommes ».

« Quel demandeur, nous s'exprime avec cette vérité ? Quel juge intègre ? Quel requérant ».

L'auteur est anonyme mais l'extrait que nous publions est tiré d'une présentation de la presse syndicale destinée aux secrétaires des syndicats. Et dans le numéro de février de « Force Ouvrière Internationale ».

« Nous aurons la valeur des idées » sur « la conscience et la grandeur des hommes » mots qui ne sont ni la morale, les grands responsables de l'actualité et morale, les grands responsables de l'actualité ».

Mais ce qu'on voudrait bien savoir tout de même aussi indigne qu'on soit de questionner des juges aussi éminents, c'est à quelle occasion ils ont pris la R.P. en l'absence de l'alternance de la vérité. On ne laisse pas, même anonymement, une telle accusation sans avoir des motifs qui la fondent. Et faute de précision, nos lecteurs pourraient penser que la R.P. a seulement dit que qués vérités dépla-

Presque para syndicale

« Ce n'est pas de la R.P. que l'on s'exprime ».

« Avez-vous pu vous renseigner sur les responsables de Force Ouvrière, bien placés pour l'être ».

« Avez-vous pu vous renseigner sur les responsables de Force Ouvrière, bien placés pour l'être ».

BEDES. est bien dit sans support syndical, « fort » de dizaines de militants. Mais le rigoureux thought qui donne à l'organe de M. Villiers toute sa personnalité est respecté. Notre gens du monde en ont se conduire. Du monde ? Est-ce du même monde ? C'est en somme la question qui se pose, et qui ne devrait pas se poser puisque M. Villiers est un patron et rien que cela.

Les Liaisons de France et d'outre-mer, organe de « l'Association France-Afrique », ont été signalées par Lapeyre comme une publication Villiers. C'est dire que tous ses articles sont anonymes. Nous nous permettons d'en reproduire ci-dessous un extrait.

Mais, s'il n'est pas signé, nous pensons qu'il n'a pu être rédigé que par Roger Bédou (1) « se déguisant non annoncé officiellement » — dont parlait Lapeyre (R.P. de février) — gardé pour la bonne bouche et à qui on ne néglige pas de faire jouer le rôle de Madrat pour le S.E.D.E.S.

Ce délégué-écritain, pour le compte de S.E.D.E.S., S.E.D.E.S. ou France-Afrique, participe au « remariage » des liens qui unissent la France et les pays d'outre-mer », avec une discrétion bien en rapport avec la marque de la voiture qu'il utilise pour ses déplacements « professionnels » (2). Jugez plutôt :

AVERTISSEMENT

L'Association France-Afrique remercie le courageux anonyme qui a bien voulu lui adresser une revue très confidentielle qui fait profession de syndicalisme.

Elle tient à faire savoir qu'en aucun cas elle ne répondra à cette revue, n'ayant point l'intention de lui faire « une publicité gratuite », pas plus qu'elle n'a l'intention de répondre au signataire — un certain Lapeyre — d'un papier où elle se trouve mise en cause.

Renseignements pris, en effet, le Monsieur en question serait un personnage fort discutable du mouvement syndical, qui recherche par l'intrigue et des procédés voisins du chantage à se faire une place où sa seule valeur n'a pu lui acquiescer. Il est possible, par ailleurs, que l'approche de quelques congrès syndicaux incite des minorités turbulentes mais instables, ainsi que des ambitions inassouvis, à se coaliser pour des révolutions de palais.

Quel qu'il en soit, l'Association France-Afrique entend ne pas se prêter à ce jeu qui se situe très en dehors de ses préoccupations.

Nous prions dans la revue en question et le personnage créés à s'adresser à de plus naïfs.

Lapeyre intrigant ? M. Villiers et ses employés de France-Afrique ne connaissent que cette espèce d'homme : ils en font leurs obligés. Ils s'arrangent pas qu'on puisse agir pour d'autres raisons que celles, comme ils l'admettent eux-mêmes, trop « en dehors de leurs préoccupations » pour qu'ils puissent même les imaginer. Ils voient un jeu, auquel ils refusent de se prêter, là où nous voyons une affaire sérieuse requérant l'attention de tous les militants ouvriers vraiment libres.

Quant à ceux qui ont le III S.E.D.E.S. à la patte, leurs réactions ont été de la même « veine » que celles de France-Afrique. « Lapeyre nous gêne ; c'est un intrigant ! » De là d'intrigant qui a ligué contre lui les obligés de tout poil de M. Villiers auxquels paraissent vouloir se joindre, en cette occasion, les tenants du Comité méditerranéen des transports. Les amis de Ferry-Pisani ne sont pas les amis de Mathot. Lapeyre est un gêneur ! On gêne beaucoup de monde, aujourd'hui, quand on fait vivre son syndicat sans aide extérieure !

Et il faut être un attardé, « faisant profession de syndicalisme », comme Lapeyre et les copains de la R.P., pour demander aux organisations syndicales de vivre par elles-mêmes et de garder jalousement leur indépendance. L'avis dit nous vaut un avertissement de l'absence de corruption du patronat. L'avis dit vaut à Lapeyre des avertissements déguisés d'amoralité de la part des plus corrompus.

Des avertissements ? Des preuves, plutôt, que nous avons touché le point sensible !

(1) En effet la présidence de France-Afrique est vacante ; le conseiller municipal hors circuit ; le secrétaire-ex-président du S.E.D.E.S. malade et le trésorier-chauffeur H. Perrin, gérant de sociétés... gère.

(2) C'est une Plymouth.

LIVRES REVUES

Je signalais dans la « R.P. » de décembre dernier qu'un livre de V. Serge paru aux « Lits d'Or » sous le titre *Le Tournant obscur*, n'était qu'un démarquage de deux chapitres des *Mémoires d'un Révolutionnaire*, publiés aux éditions du Seuil.

A la suite de mon article les éditeurs ont procédé à une enquête dont ils ont bien voulu me communiquer le résultat. Le voici :

Paris, le 20 février 1932.

Monsieur,

De concert avec M. Wittmann, éditeur du petit livre de Victor Serge : *Le Tournant obscur*, nous avons mené une enquête pour savoir comment avait pu se produire le « doublet » que dénonçait votre article de décembre 1931 de « La Révolution prolétarienne » et je vous livre ici les conclusions de l'enquête ainsi que je vous l'avais promise.

Avant la chute de Paris, Victor Serge avait remis à un de ses amis, M. Georges Vorbrügge, un manuscrit intitulé : *Le Tournant obscur*. Ce manuscrit fut récupéré par Viadr Kibaltchiche (fils de Victor Serge) à son passage à Paris en 1930 et remis par lui à M. Wittmann.

Cependant, Victor Serge avait dû garder une copie de ce petit manuscrit qu'il avait inséré sans crier gare dans les *Mémoires* dont l'exemplaire ma parvint trois ans après sa mort.

Ainsi donc, entre les deux textes, aucune collusion ne pouvait être faite, ni par les héritiers, ni par les éditeurs étant donné que les uns et les autres ignoraient le démarquage fait par l'auteur lui-même.

Je crois que nous ne pouvions rien contre ce démarquage que seule l'édition simultanée des ouvrages a fait découvrir.

Croyez, je vous prie, Monsieur, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Paul FLAMAND.

Je suis heureux de reconnaître la parfaite bonne foi des éditeurs et je les remercie de leur mise au point.

J. MAITRON.

Faits et Documents

Le 12 février au Gaz et à l'Electricité

Au lendemain du 12 février, les stations avaient déclaré : Possible que la grève n'ait pas réussi dans les transports, mais regardez au Gaz et à l'Electricité. Un article de Léon Mauvais dans *l'Humanité* du 14 février portait le titre : « Les faits plus forts que le mensonge ». En effet, les faits sont plus forts que le mensonge. Tout naturellement le mensonge est stalinien. *Electricité et Force de février*, l'organe de la Fédération F.O. de l'Eclairage, sous la signature de R. Ansoaux, l'établit par les renseignements suivants :

- Rue de Vienne, siège du centre Paris-Electricité (effectif 1.300 agents) : La grève a pu être insupportable. Au service de la comptabilité, 7 grévistes sur 300 agents. Les délégués à la Commission sociale du Personnel (toutes organisations) ont assisté à la séance de ce 12 février.
- Services centraux (2.900 agents) : 300 grévistes.
- Centrale thermique d'Ivry (effectif 238 agents) : 15 grévistes à partir de 15 heures (il y en aurait eu 7 le matin).
- Centrale thermique de Gennevilliers (effectif 150 agents) : 80 grévistes, et pas toute la journée.
- Centrale thermique de Saint-Quen (effectif 150 agents) : 550 grévistes.
- Centrale thermique de Saint-Denis (effectif 800 agents) : 50 grévistes pendant 2 heures ; 110 ouvriers ont assisté à une réunion qui dura 1 heure, après laquelle ils reprirent le travail.

- Centrale thermique Arrighi (effectif 580 agents) : 80 grévistes.
- Centrale thermique d'Issy-les-Moulineaux (effectif 500 agents) : 75 grévistes.
- Usine à Gaz de la Villette (effectif 1.053 agents) : 483 grévistes.
- Usine à Gaz du Cornillon (effectif 800 agents) : 300 grévistes.
- Usine à Gaz de Gennevilliers (effectif 1.500 agents) : 250 grévistes, et pas toute la journée.
- Usine à Gaz de Clichy (effectif 960 agents) : 116 grévistes.

Je rappelle que le personnel gazier et électricien de la région parisienne forme un total de 28.000 agents. Le personnel E.D.E.-G.D.F. pour l'ensemble du pays, avoisine les chiffres de 118.000.

Les faits parlent.

Bulletin de Zimmerwald

Notre réunion de mars fut copieuse. Après la conclusion de Ho sur le Viet-Nam, nous eûmes la surprise d'entendre Benno Sazel sur l'Allemagne de l'Est. Lucienne Rey parla ensuite de la Pologne. Puis Ruff résuma ses impressions d'un voyage rapide en Tunisie.

La veille, un exposé sur le Cercle avait été fait devant nos camarades espagnols du P.O.U.M.

Ainsi se présente la tâche première du Cercle Zimmerwald.

Avec le moins possible de phrases, mais le maximum de faits, nous voulons étudier les questions essentielles. Les étudier en commun.

Un seul homme ne peut tout savoir.

La lecture ne suffit pas. Plus directe, la parole apprend mieux. Surtout celle d'un témoin. D'une discussion à plusieurs voix, les grandes lignes se dégagent avec plus de netteté.

Mais aucun problème ne peut pourtant s'isoler. Chaque question d'ordre international est complexe. Ainsi, notre ami indochinois ne put donner de conclusion précise à son exposé. La fin de la guerre d'Indochine ne dépend pas seulement des Indochinois et des Français. Elle dépend surtout de l'évolution de la lutte entre les deux « Grands ».

Un espoir cependant. La formation, autour de l'Inde, d'une Fédération asiatique indépendante pourrait constituer un très important élément nouveau. Ce troisième « grand » serait-il capable de préparer la paix dans le monde ?

Si cette « troisième force » mondiale est du domaine des choses possibles, alors, on pourra cesser d'être pessimiste.

L'exposé sur l'Allemagne de l'Est surprit. Il provoqua même quelque passion. D'après Benno Sazel, la jeunesse serait favorable au régime. Elle aurait foi en la construction « socialiste ». Cela fut contesté par d'autres camarades allemands présents. L'exposé de Lucienne Rey sur la Pologne s'inscrivit aussi en sens contraire.

De tels avis opposés soulignent l'importance du problème allemand, même quelques jours plus tard, en pleine lumière par l'initiative diplomatique de l'U.R.S.S. Le « tournant » des stalinistes français est un épisode peut-être comique, mais très secondaire. Seule compte la conquête de l'Allemagne unifiée. L'U.R.S.S. désire s'en faire un satellite. Y parviendra-t-elle ?

Ici, la question sarroise prend quelque gravité. L'attitude française sur ce point précis n'a-t-elle pas pour conséquence d'avantager la propagande de l'U.R.S.S. ? D'éloigner la solution du problème allemand ? N'est-elle pas une négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Les Français ont sans aucun doute, sur la question sarroise comme sur la tunisienne et la marocaine, du travail à faire : de quoi balayer devant leur porte.

La prochaine réunion du Cercle Zimmerwald aura lieu le dimanche 6 avril, à 15 heures, 78, rue de l'Université, salle des Nymphes. Elle sera consacrée à la question espagnole. Tous les membres du Cercle y sont invités. Comme il a déjà été dit si leur sera loisible d'amener avec eux tel ou tel camarade de leur connaissance, non membre du Cercle, mais désireux de s'informer.

Souscrivez^(*)

pour les victimes de la "Légion" !

Des maisons ont été dynamitées, des demeures ont été saccagées et pillées, des femmes ont été violées, des hommes assassinés !

Cela s'est produit non pas en guerre et n'est point le fait de « barbares » nazis ou stalinien ; cela s'est passé en pleine paix, en Tunisie, et les auteurs en sont des Français, ou étaient commandés par des Français.

Sous la haute direction de Robert Schuman, l'homme du Vatican, trop heureux d'associer la haine séculaire de l'Eglise romaine contre l'Islam, parachutistes et légionnaires ont accompli en paix, contre des Arabes, leurs « crimes de guerre ».

De ces crimes, nous qui sommes citoyens français et qui, de ce simple fait, avons notre part de responsabilité dans toute atrocité commise par notre Etat, nous ne devons point seulement nous désolidariser verbalement, mais aussi par des actes.

C'est pourquoi la « Révolution prolétarienne » ouvre une souscription en faveur des victimes du cap Bon.

Le produit en sera versé intégralement à l'Union Générale Tunisienne du Travail (U.G.T.T.), la plus importante organisation syndicale de Tunisie, adhérente à la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.), qui en assurera la répartition.

Pour affirmer votre internationalisme, votre solidarité avec tous les opprimés, quelles que soient leur langue, leur couleur ou leur religion !

Pour exercer votre droit de vous refuser à toute solidarité « nationale » avec des oppresseurs et des assassins !

Contre le colonialisme et pour la liberté des peuples !

SOUSCRIVEZ !

(*) Envoyez les fonds au O.P. du R.P. 734-89 Paris, en spécifiant : Souscription pour les Tunisiens.

ENTRE NOUS

Les cuisiniers ont eu beaucoup de mal pour faire ce numéro, tellement ils ont été embarrassés par le choix de la copie. L'actualité nous a obligés à remettre d'un numéro à l'autre des articles depuis longtemps au marbre, comme l'étude sur la productivité de notre ami Fontaine. Au marbre également les réflexions sur Lénine — qu'elle a bien connu — de la camarade Angelica Balabanoff, les articles sur la défense des Noirs aux U.S.A., les comptes rendus des livres, les documents...

De grâce ne tirez pas sur... les cuisiniers. Ils étouffent dans 22 pages. A quand les 48 ?

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
212, rue de Charenton, Paris-12

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 25 FEVRIER. — A Tunis, grève de vingt-quatre heures des artisans et commerçants.

Le gouvernement Edgar Faure est renversé à l'Assemblée Nationale par 309 voix contre 281.

Tito propose un accord italo-yougoslave sur Trieste.

SAMEDI 1^{er} MARS. — Démission du gouvernement syrien.

Conférence de l'Unité syndicale, organisée par le journal l'Unité.

DIMANCHE 2. — On publie les résultats définitifs des élections indiennes. Le parti du Congrès obtient 263 sièges contre 27 communistes, 12 socialistes, 10 au parti ouvrier et paysan, 2 aux partis d'extrême-droite et 80 divers.

MARDI 4. — Grève avec occupation dans les puits de mine du bassin de Douai.

MERCREDI 5. — Par 236 voix contre 182, la Chambre des représentants des U.S.A. renvoie le projet de service militaire obligatoire.

VENDREDI 7. — L'Assemblée nationale investit le président du Conseil Pinay par 224 voix contre 208 (27 députés R.P.P. ont voté pour).

Le président Truman demande au Congrès américain 7.000 millions de dollars pour l'aide à l'étranger.

DIMANCHE 9. — Elections dans l'Etat allemand du Sud-Ouest :

Sur 1949 les chrétiens-démocrates perdent plus de 100.000 voix, les socialistes en gagnent plus de 100.000, les communistes en perdent 60.000 (soit sur 2.500.000 votants : 54,1 % des voix à la coalition gouvernementale contre 38 % aux socialistes et 8,3 % aux communistes).

LUNDI 10. — Recrudescence de l'agitation en Tunisie.

A Sousse, soulèvement du général Hattata contre le président Fria.

Conférence de presse du général de Gaulle qui s'élève contre le régime des partis et dénonce les erreurs du parti Atlantique.

MARDI 11. — Le gouvernement de l'U.R.S.S. propose aux gouvernements occidentaux de discuter le traité de paix allemand, et admet la reconstitution d'une armée allemande.

MERCREDI 12. — Les élus français de Tunisie expriment leur « inquiétude » au sénat général.

Aux élections primaires du New Hampshire (U.S.A.), Eisenhower obtient 48.411 voix républicaines contre 35.691 à Taft et le sénateur Kennedy 20.240 voix démocrates contre 16.128 à Truman.

JEUDI 13. — La Croix-Rouge internationale accepte d'enquêter en Corse du Nord sur les bombardements bactériologiques.

VENDREDI 14. — Cinq syndicalistes espagnols fusillés à Barcelone.

SAMEDI 15. — Au Comité Exécutif du Labour Party, les modérateurs l'emportent, à propos du cas Heron.

Difficile bataille dans le delta du Tonkin.

LUNDI 17. — Premières décisions de haute du gouvernement Pinay.

MERCREDI 18. — Le Conseil de la République repousse l'échelle mobile.

JEUDI 19. — Le sultan du Maroc demande la révision du traité de protectorat.

Graves incidents à Trieste, provoqués par des éléments italiens.

Au Comité des ministres du Conseil de l'Europe, le gouvernement allemand retire son memorandum sur la Sarre.

VENDREDI 21. — En Afrique du Sud, la Cour Suprême invalide la loi électorale de ségrégation contre les indés.

SAMEDI 22. — Grève générale à Trieste provoquée par les partisans du retour à l'Italie.

MERCREDI 26. — Coup de force du résident général français à Tunis. Arrestations en masse de 600 ministres déportés dans le Sud-Tunisien. Rétablissement de l'état de siège et de la censure.

D'où vient l'argent ?

DU 21 JANVIER AU 20 MARS 1952

RECETTES

Abonnements :	
Ordinaires	119.550
Soutien	60.730
	<hr/>
Souscription	180.270
Vente	5.950
Publicité	24.332
Divers	4.000
	<hr/>
	390.002

Caisse et chèques postaux au 21 janvier

359.028

DEPENSES

Impression et papier	260.828
Tirage, rouage, expédition	25.905
Téléphone	4.057
Frais sur abonnements	1.280
Frais généraux	3.708
Divers	1.000
	<hr/>

Solde au 20 mars :

Caisse

Chèques postaux

54.355

359.028

MOUVEMENT DES ABONNES

Abonnements nouveaux

Désabonnements et suppressions

45

29

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Bureau (Alger) 1.000 ; Macha (Algérie) 1.000 ; Larfer (Paris) 1.000 ; Luis (Marthe) 1.000 ; Auzet (Seine) 1.000 ; Buchet (Haute-Pyrénées) 1.000 ; Bourra (Loiret) 1.000 ; Lantier (Paris) 2.000 ; Calvet (Paris) 1.000 ; Asseline (Paris) 1.000 ; Bazmain (Seine-et-Oise) 1.000 ; Petit (Paris) 1.000 ; Chiasson (Paris) 1.000 ; Delant (Paris) 1.000 ; Aiz (Corrèze) 1.000 ; Oudrout (Paris) 1.000 ; Peyras (Côte d'Or) 1.000 ; Assot (Paris) 1.000 ; Cress (Haute-Garonne) 1.000 ; Chancelin (Paris) 1.000 ; Jaquet (Rhône) 1.000 ; Lucien Martin (Seine) 2.000 ; Buisson (Seine) 1.000 ; Teulé (Paris) 1.000 ; Bureau (Côte d'Or) 1.000 ; Martin (Orléans) 1.000 ; Leroy (Seine) 1.000 ; Lebeu (Paris) 1.000 ; Laurière (Seine-et-Oise) 1.000 ; Mayennais (Côte-du-Nord) 1.000 ; Basset (Côte d'Or) 1.000 ; Lebou (Alvère) 1.000 ; Gouin (Seine-et-Oise) 1.000 ; Lavalette (Seine-et-Oise) 1.000 ; Gouffier (Paris) 1.000 ; Morin (Seine) 1.000 ; Christophe (Paris) 1.000 ; J. et J. Cornet (Finistère) 1.000 ; Delagarde (Paris) 1.000 ; Rabouat (Rhône) 1.000 ; Germain (Seine-et-Oise) 1.000 ; Desmanges (Oise) 1.000 ; Isaac (Paris) 1.000 ; Delord (Paris) 1.000 ; Téliant (Paris) 1.000 ; Papillon-Vallée (Paris) 2.000 ; Wantiez (Belgique) 4.000. — Total : 60.730 francs.

Erratum. Nous avons porté, par erreur, en février : « Salvia (Suisse) 3.000 ». Il fallait porter : Salvia (Suisse) 1.000 ; Monette (Seine) 1.000 ; Chardy (Seine) 1.000.

LA SOUSCRIPTION

Bollengier (Paris) 150 ; Mori (Paris) 100 ; Souzet (Seine) 200 ; Ferres (Seine) 100 ; Rappaport (Seine) 100 ; Pichard (Seine) 100 ; Doré (Seine) 200 ; Vauhet (Jura) 100 ; Madrolle (Seine-Inférieure) 250 ; Roy (Loire-Inférieure) 100 ; Noguès (Deux-Sèvres) 100 ; Colombard (Alger) 100 ; Détrou (Paris) 100 ; Merguez (Haut-Marnais) 100 ; Landry (Vienne) 500 ; Mervegès (Morbihan) 100 ; Michaud (Seine-et-Oise) 100 ; Moutte (Marseille) 250 ; En souvenir de Jessa Chaneaux, 1.000 ; Desvayes (Nord) 100 ; Hervé (Indre-et-Loire) 50 ; Millet (Cher) 100 ; Floquard (Seine) 200 ; L'Harden (Finistère) 100 ; Ballot (Bretagne) 200 ; Langlois (Seine) 100 ; Lebanc (Haut-Vienne) 100 ; Delage (Indre) 100 ; Sasse (Aisne) 100 ; Ménard (Loiret) 50 ; Trellu (Finistère) 100 ; Jutier (Ailier) 50 ; Allot (Finistère) 200 ; Rivière (Rhône) 200 ; Oswald (Rhône) 300 ; Verny (Pays-de-Dôme) 100 ; Samson (Suisse) 150. — Total : 5.950 francs.

PACIFIC

LA REVUE DES ASIATIQUES

INFORME les lecteurs sur les grands problèmes qui agitent plus de la moitié de l'humanité.

RENSEIGNE sur la contribution de l'Asie au Socialisme, à la Culture et à la Paix.

PRECONISE la formation, entre les deux blocs, l'Est et l'Ouest, de diverses Fédérations démocratiques et socialistes des peuples libres, dont **CELLE DE L'ASIE.**

**Comrades Internationalistes,
Lisez et faites lire « PACIFIC »**

62, boulevard Saint-Michel, Paris (6^e). — C.C.P. 8351-17

ABONNEMENT D'HONNEUR : 10.000 FRANCS

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 5.000 FRANCS.

PRIX DE VENTE :	Numéro spécial	250 fr.
	Numéro ordinaire	150 fr.
ABONNEMENT :	4 numéros spéciaux	890 fr.
	2 numéros spéciaux	450 fr.
	4 numéros ordinaires	550 fr.
	2 numéros ordinaires	280 fr.

Ajouter, s'il y a lieu, pour les pays éloignés, les surtaxes postale et aérienne.

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

198, AVENUE DU MAINE, PARIS-XIV

C. C. P. 5450.00 Paris — S.U.F. 06-11

FRANCS

A. France : Trente ans de vie sociale	500
(Introduction générale et commentaires pour les...)	
De Chamisso : Peter Schlemihl	270
(L'extraordinaire aventure de l'homme qui a perdu son ombre, un des meilleurs classiques de la littérature allemande)	
Pearl Buck : Le pain des hommes	710
(L'un des livres les plus émouvants de Pearl Buck)	
Malliet : Histoire des faits économiques des origines au XIX ^e siècle	800
(La première synthèse générale d'une histoire vaste et complexe)	
Revue « Esprit » : L'expérience travailliste	260
(Numéro spécial : L'essoufflement du Labour, le groupe Bevan, Travailisme et syndicats)	
Guarechi : L'extravagante Mademoiselle Troll	450
(Roman d'amour et d'aventures avec une importante digression de nature toute personnelle mais qui néanmoins s'insère admirablement dans l'action et la corrobore)	

RECEVOIR TOUTES LES COMMANDES EN VUE DE VOS RECOMMANDATIONS

DE « LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE »